# SOMMAIRE

**INTRODUCTION GÉNÉRALE……..…….…...….5**

**PREMIÈRE PARTIE : CAPITALISME ET DOMINATION…….…....15**

CHAPITRE I *: LES CLASSES SOCIALES DANS L'HISTOIRE…….… …….18*

CHAPITRE II *: MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE…….…….…….30*

**DEUXIÈME PARTIE : LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT…….…39**

CHAPITRE I : *THÉORIE ET PRAXIS DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT…….....42*

CHAPITRE II : TENTATIVE DE CONQUÊTE DU POUVOIR À L'AUBE DU CAPITALISME……..…..*50*

**TROISIÈME PARTIE : COMMUNISME ET ÉMANCIPATION……....57**

CHAPITRE I : *STADES ET TRANSITION AU COMMUNISME…….…….59*

CHAPITRE II : *LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE…….…….....73*

**CONCLUSION GÉNÉRALE……..……79**

**BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE…….....81**

**TABLE DES MATIÈRES……....84**

# INTRODUCTION GÉNÉRALE

La philosophie est une discipline dont le rôle est de chercher la vérité et définir les conditions de liberté de l'homme. Toutes les études de la philosophie sont essentiellement axées sur l'homme et son bien-être ; l'homme est en effet l'objet central de l'étude philosophique. Mais, dans l'antiquité, la philosophie était un voyage vers le monde intelligible. À cette période de l'histoire de l'humanité, toutes les réalités sociales ou économiques étaient considérées comme émanant de Dieu. Cependant, avec la philosophie moderne, dont l'initiateur est René Descartes les données vont changer. Ainsi, philosopher ne sera plus « apprendre à mourir », mais plutôt réfléchir rigoureusement sur la société et les faits qui l'animent. Il ne s'agit plus pour le philosophe de se détacher du monde mais d'aller vers les choses du monde pour les interroger afin de mieux les connaître et y apporter des solutions.

> « L'avantage de la nouvelle tendance, c'est justement que nous ne voulons anticiper le monde dogmatiquement, mais découvrir le monde nouveau, en commençant par la critique du monde ancien ».(K. Marx, 1982, p.389).

Le philosophe doit désormais observer attentivement l'homme dans toutes ses actions depuis l'histoire et projeter un regard critique sur le futur de l'humanité. L'histoire de l'humanité est marquée par de grands bouleversements et de grands changements sociaux, économiques et politiques. Aujourd'hui, les questions qui dominent notre monde sont celles relatives à la liberté et aux droits de l'homme. Comme, « le droit est le plus faible, dans la loi de la jungle » nous dira Alain Etchegoyen, (1993, p.14), les hommes vont juger bon de former une communauté politique qui aura pour tâche de protéger les droits et la liberté de l'ensemble des individus.

Mais d'où vient l'idée de violation de la liberté humaine? Elle est sans doute liée à l'inégalité qu'il y a entre les hommes. Pour Rousseau, cette inégalité tire

ses origines de l'instauration de la propriété privée. Marx et Engels rejoignent Rousseau sur ce point. Pour eux, il faut supprimer la propriété privée pour mettre fin à cette domination etcette inégalité qui divisent la société en deux classes antagonistes.

À travers la lecture de leurs ouvrages, Marx et Engels apparaissent à nos yeux comme de grands défenseurs des droits et de la liberté humaine. Nous constatons que la question des droits et des libertés de l'homme sont les points focaux de la philosophie de Marx et Engels. Cette question de droits de l'homme et de liberté humaine commence bien avant K. Marx et F. Engels mais ils ont remarqué beaucoup de problèmes relatifs à la violation des droits et des libertés de la masse populaire. C'est pourquoi ils y consacrent une étude très approfondie pour décrire les causes de la violation perpétuelle des droits de l'homme et donner les perspectives pour restaurer l'égalité parmi les hommes. Pour ce faire, une étude historique est nécessaire : « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes. » (K. Marx, F. Engels, 1980, p.19). Marx et Engels, en plus de dénoncer la violation des droits de l'homme et de leur liberté, dénoncent également celles des nations.

C'est ce qui les conduit à prendre l'engagement de doter le prolétariat d'une arme de combat efficace sous la forme d'un programme théorique complet, condensé dans *Le manifeste du parti communiste* (1848), afin de l'aider à s'émanciper de toute exploitation économique et de toute oppression politique. Et cette émancipation sera en même temps celle de toute l'humanité au regard des servitudes et aliénations qu'elle subit.

## 1. Le thème

Le thème de la liberté qui se définit selon *Le grand dictionnaire Hachette encyclopédique illustré* (1988, p. 867), comme « la condition d'une personne libre, non esclave, non serve » en relation avec le communisme qui est entre autre « une organisation sociale fondée sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production au profit de la propriété collective »,(1988, p. 326), nous a conduit à la formulation de notre sujet comme suit : « Le communisme, condition de la liberté humaine chez Karl Marx et de Friedrich Engels ». Ainsi, Le communisme (du latin *communis ;* commun, universel) est un ensemble de doctrines politiques issues du socialisme et, pour la plupart, du marxisme. Il s'oppose au capitalisme et vise l'instauration d'une société sans classes sociales.

Dans son sens d'origine, le communisme est une forme d'organisation sociale sans classes, sans État et sans monnaie, où les biens matériels seraient partagés. Au XIX$^{e}$ siècle, le mot communisme entre dans le vocabulaire du socialisme. Il se rattache en particulier à l'œuvre de Karl Marx et Friedrich Engels qui le reprennent à leur compte en 1848 dans le *Manifeste du Parti communiste* et, par extension, à l'école de pensée marxiste. En 1917, les bolcheviks, dirigés par Lénine, prennent le pouvoir en Russie lors de la Révolution d'Octobre.Lénine s'approprie dans ses écrits le terme « communisme ». Dans *L'État et la Révolution*, rédigé avant la Révolution d'octobre, Lénine (1967, p. 112), souligne que :

> « Dans la mesure où les moyens de production deviennent propriété commune, le mot " communisme " peut s'appliquer également [dans la phase socialiste de l'« État prolétarien »] à condition de ne pas oublier que ce n'est pas le communisme intégral ».

Cet événement change ainsi le sens du mot communisme ; il désigne désormais un mouvement politique international, né d'une scission du socialisme, et qui se reconnaît dans le courant révolutionnaire incarné par les bolcheviks. Le

communisme se présente désormais comme la véritable expression politique du mouvement ouvrier, au détriment de la social-démocratie dont il est issu. Selon cette acception, le communisme constitue l'un des phénomènes les plus importants du XX$^{e}$ siècle, qui a pu être qualifié de "siècle du communisme″ tant cette idéologie y a tenu un rôle moteur.

Dès son jeune âge, Marx se rend compte de ce que l'être social de l'homme est, avant qu'il ne puisse lui-même le déterminer, conditionné, en cela que sa place, donc son statut dans la société obéit à des déterminations autres que les siennes. Mais ce qui surtout attire son attention, ce sont les conditions d'existence et de travail d'une certaine catégorie sociale de son époque ; une époque en pleine révolution industrielle. Il y avait au cours de cette époque une déshumanisation quasi-totale des travailleurs par le système social d'alors, le capitalisme, leur ravalement au niveau de la chose, d'un simple et banal outil entre les mains d'autrui, d'un objet d'échange sur le marché, d'un rouage dans un mécanisme étranger et hostile. Cette condition de déshumanisation était en d'autres termes, l'expression d'un asservissement, celui d'une humanité souffrante. Cet asservissement n'était rien d'autre que l'exploitation des hommes par d'autres hommes.

C'est à la suite de cette série de constats que Marx conclura que cette situation impliquait et enveloppait un arrêt de mort contre la société capitaliste. C'est la prise de conscience du conditionnement social de l'individu, de sa déshumanisation au sein de la société et de l'idée qu'il y avait une sorte de communauté de destin entre l'individu singulier et l'humanité toute entière. Ainsi, l'homme (le prolétaire) cherchera à se libérer de cette emprise capitaliste afin de parvenir à la liberté totale, qui est le propre de tous.

## 2. Le cadre théorique

Pour ne pas osciller dans une spéculation veine et oiseuse, donc sans intérêt, il convient de situer notre travail et partant, notre sujet dans un cadre théorique, qui tracera les sillons de notre cheminement et par la suite le justifier.

Notre sujet « Le communisme, condition de la liberté humaine chez Karl Marx et de Friedrich Engels » nous situe dans le cadre de la philosophie politique. Ainsi, l'école ou la doctrine politique, qui sous-tendra toute notre réflexion à l'instar du socialisme, du libéralisme, du communautarisme, du marxisme, du capitalisme, sera le réalisme politique. Dès lors, qu'est-ce que la philosophie politique ? Et que faut-il entendre par réalisme politique ?

La philosophie politique est la branche de la philosophie qui étudie les questions relatives au pouvoir politique, à l'État, au gouvernement, à la loi, à la paix, à la justice et au bien commun entre autres. Elle est considérée comme l'une des branches de la philosophie pratique à côté de la philosophie du droit et celle de la morale. La philosophie politique se caractérise donc en premier lieu par un rapport de nécessité, indépassable et indéfiniment problématique avec les expériences et les opinions effectivement présentent dans la politique réelle de la cité. Ce rapport essentiel avec le monde de la vie a pour effet de limiter d'avance les possibilités de la spéculation : c'est la vie politique elle-même qui donne ses problèmes à la philosophie et qui l'oblige ainsi à maintenir un minimum de continuité entre ses concepts et ses actions qui la sous-tendent commune de la politique. D'un autre côté, le philosophe se trouve dans une situation politique singulière. Cette singularité réside dans sa prétention à tenir un discours de portée universelle, qui est supposé transcender les opinions ou les arguments communs ; de là naît une tension permanente entre le philosophe et la cité, qui ne peut jamais être totalement réduite. En effet, même si la philosophie se donne pour tâche de fonder la validité des croyances usuelles ou du sens commun, ou de glorifier la cité, ce projet peut toujours apparaître comme le signe d'une

prétention exorbitante ou violente, puisqu'il présuppose au moins l'incapacité de la conscience commune à rendre compte elle-même de sa propre légitimité.

Quant au réalisme politique, il désigne l'attitude tendant à valoriser la réalité comme une donnée à prendre en compte, soit parce qu'il n'est pas possible, soit parce qu'il n'est pas souhaitable de faire autrement. Le réalisme politique est alors cette doctrine qui tient compte de la situation effectivement présente, c'est-à-dire réelle de la cité en vue d'apporter les solutions idoines aux problèmes relatives à la cité. De la sorte, le réalisme politique fait implicitement appel à la praxis, entendue comme action et qui est à rapprocher de la pratique, c'est-à-dire de ce qui concerne la réalité et l'action. Le réalisme politique est donc la mise en pratique de la politique. Ainsi, le réalisme politique s'oppose à la théorie ; car le réalisme politique relève de l'action concrète des hommes alors que la théorie est du domaine de l'activité intellectuelle.

## 3. La problématique

La question de liberté humaine et celle des droits de l'homme sont au cœur de tous les débats politiques dans le monde d'aujourd'hui. La notion de liberté de l'homme ne commence pas avec l'avènement du capitalisme. Mais dès son instauration après la chute du féodalisme, le capitalisme s'est porté garant de la protection des droits de l'homme et de la liberté des citoyens à travers sa notion de démocratie. Il est désormais du devoir de la démocratie d'assurer la liberté, l'égalité, le droit et la sécurité pour tous les citoyens et aussi établir l'ordre et l'équilibre entre les différentes couches de la société. Mais, malgré l'objectif théorique que s'est fixé la démocratie, nous assistons à de nombreuses violations des droits de l'homme partout dans le monde, notamment dans les fabriques ; où les prolétaires (classe ouvrière ; ayant que leur force physique pour survivre)sont

exploités et opprimés au quotidien par les bourgeois (propriétaire des moyens de productions).

En effet, la démocratie n'a pu établir l'égalité sociale parce qu'elle n'est pas parvenu à supprimer la propriété privée et établir un équilibre salaire-travail rendu. D'où la nécessité d'une démocratie socialiste. Mais avec le temps, Marx et Engels se sont rendu compte que la démocratie avait été corrompue par la bourgeoisie ;or pourtant ils recherchent la liberté de l'humanité dans sa totalité. La liberté dont il s'agit ici consiste à mettre tous les hommes sur le même pied d'égalité. Face à cette menace qui vise la justice sociale et la liberté de l'homme, Marx et Engels avaient préconisé une société sans classe, sans propriété privée ; c'est-à-dire le communisme où tout le monde serait libre et égaux. Qu'elle est alors l'importance du communisme dans la philosophie de Marx et Engels ?
Telle semble être la question principale que soulève notre sujet. Mais à travers une pareille question, nous pourrions répondre à d'autres questions qui sont en même temps les parties constituantes de notre travail telles que : quelles sont les causes de la domination des prolétaires ? Quels sont les enjeux de la dictature prolétarienne ? Comment le communisme permet-il l'émancipation de l'homme ? C'est-à-dire la liberté humaine ?

Telles sont les préoccupations majeurs auxquelles nous essayerons d'apporter des réponses tout au long de notre travail afin de comprendre les causes de la domination prolétarienne, les enjeux de la dictature du prolétariat et comprendre comment l'émancipation de l'homme est-elle possible dans la société communiste.Ainsi, la réponse à ces diverses questions relatives aux trois grandes parties de notre travail visera plusieurs objectifs qu'il convient de spécifier.

## 4. Les objectifs

Nos objectifs pour le choix de ce sujet sont de deux (02) ordres.

Objectif principal :

- Montrer que le communisme est la condition de la liberté humaine.

Objectifs secondaires :

- Montrer l'antagonisme des classes dans l'histoire des sociétés jusqu'à nos jours.
- Dénoncer et critiquer la domination de la classe prolétaire par la classe bourgeoise.
- Montrer la nécessité de la révolution prolétarienne afin d'accéder à une société sans classe c'est-à-dire à la liberté.

## 5. La méthodologie

À en croire Edmond Goblot (1901, p.49) : « Toute méthode de recherche est analytique, car on est bien obligé de prendre pour départ ce qui est en question.» À B. Russell de renchérir (1961, p.286), en disant qu'« Aucun homme de science ne songerait à mettre en doute la nécessité de l'analyse. »

Cependant, évoquer l'analyse en philosophie conduit parfois à confondre la méthode analytique et la philosophie analytique. Or, « l'analyse en tant que méthode ne retient guère l'attention philosophique analytique.» (Robert Franck, 1997, p.12). En fait, l'analyse est une étude faite en vue de déterminer les parties d'un tout, d'expliquer les rapports que les unes entretiennent avec les autres. Elle est un examen discursif par lequel on remonte des conséquences aux principes, des effets aux causes, du particulier au général, du concret à l'abstrait,

du composé au simple par la décomposition de l'objet d'étude. Analyser, c'est observer, placer dans l'esprit, dans un ordre successif toutes les qualités de l'objet. Mais, il ne peut avoir de décomposition sans recomposition.Des opérations qui consistent à distinguer, abstraire, comparer, com-poser et décomposer nos idées. Alors, « la méthode analytique nécessite une critique et une synthèse » à en croire Robert Franck, (1998, p.16). Elle est privilégiée par les sciences inductives, la logique, la philosophie du langage et les sciences humaines comme la psychologie et la pédagogie dont l'une des figures emblématiques est Condillac.

À cet effet, la méthode analytique nous permettra de comprendre l'histoire de la lutte des classes dans les sociétés jusqu'à nos jours, la domination bourgeoise et la dictature prolétarienne comme période transitoire à la société sans classe.

## 6. L'annonce du plan

Notre présent mémoire se répartit en trois grandes parties qui se divisent elles aussi en deux chapitres pour donner quelques idées vagues sur notre travail. Mais les différents chapitres sont pour avoir quelques idées plus claires sur le contenu de notre travail.

Dans la Partie I, il s'agit de mettre en exergue la domination capitaliste. Nous montrerons à travers le chapitre I de cette partie comment les classes sociales se sont formés dans l'histoire ; c'est-à-dire de l'antiquité jusqu'à nos jours.

Ainsi, dans le chapitre II, il s'agira pour nous de mettre en lumière le mode de production capitaliste.

En ce qui concerne la  Partie II, notre analyse va porter sur la dictature révolutionnaire du prolétariat. Ainsi, dans le premier chapitre decette partie il

sera question de théorie et praxis de la dictature du prolétariat. Pour le deuxième chapitre nous parlerons de la tentative de conquête du pouvoir.

En fin dans la partie III, il sera question du communisme et de l'émancipation de l'homme. Le premier chapitre de cette partie traitera de stades et transition au communisme ; tandis que le second chapitre traitera de la société communiste ; c'est-à-dire la société sans classe où la liberté sera effective pour tous.

# PREMIÈRE PARTIE
# CAPITALISME ET DOMINATION

À la suite d'études menées sur les différentes sociétés, dans leur ensemble, K. Marx et F. Engels (1980, p.19) en arrivent au constat que « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes ». Selon eux, de l'esclavagisme à l'époque capitaliste, en passant par la féodalité, la lutte des classes s'est toujours affirmée comme la matrice fondamentale de toutes les sociétés. Ainsi, à chaque stade de développement de la société, il y eut une classe opprimée dont le travail physique créait la richesse, et une classe dominante qui contrôlait cette richesse. Mais au cours du développement de la société, les deux classes subirent des changements.

Dans chaque cas, la classe dirigeante contrôle toutes les richesses qui restent, une fois que les besoins les plus élémentaires des travailleurs sont satisfaits. L'esclavagiste veut garder sa propriété en bon état, il nourrit donc son esclave. Mais tout ce qui reste comme richesses, après avoir nourri cet esclave, l'esclavagiste s'en sert pour son propre bien-être. Le serf doit se nourrir et s'habiller grâce au travail qu'il fournit sur sa terre. Tout le travail supplémentaire fourni sur la terre du seigneur va au seigneur. Le travailleur moderne reçoit un salaire. Toutes les autres richesses qu'il crée vont à ses employeurs sous forme de profits, intérêts ou rentes.

Nous insisterons en particulier sur l'époque capitaliste pour relever qu'elle a vu l'opposition entre bourgeois et prolétaire, c'est-à-dire entre riches et pauvres. Le bourgeois emploie et exploite l'ouvrier dans les usines. En effet, possédant seule les moyens de production, la classe bourgeoise est en même temps la classe dirigeante de la société et crée toujours des conditions nouvelles en vue de maintenir, dans les liens de la servitude la classe ouvrière (prolétarienne) qui n'a que sa force de production pour survivre.

En dépit d'une énergie considérable dégagée dans la production des biens de consommation, le prolétaire est injustement rémunéré par le bourgeois, attaché seulement à la recherche du profit et à son intérêt personnel et égoïste. La production est faite en vue du profit et non pour l'utilité. L'ouvrier est

constamment dans la crainte de perdre son emploi. Et puisque les chômeurs et les ouvriers mal payés sont de faibles consommateurs, la production des biens de consommation est restreinte et a pour conséquence de grands inconvénients. Le progrès technologique a souvent pour résultat un accroissement du nombre des chômeurs plutôt qu'un allégement du travail pénible pour tous. L'aiguillon du profit en conjonction avec la compétition entre les capitalistes est responsable de l'instabilité dans l'accumulation et l'utilisation du capital, qui amène des dépressions économiques de plus en plus graves. La compétition illimitée conduit à un gaspillage considérable de travail et à la mutilation de la conscience sociale des individus. Nous considérons cette mutilation des individus comme le pire mal du capitalisme.

L'économie comme point d'ancrage de l'évolution historique constitue le fondement de cette nouvelle théorie du matérialisme. Marx aboutit dans son analyse à la thèse selon laquelle l'aliénation économique est au fondement de toutes les autres formes d'aliénation. Cette position qui permet de comprendre l'aliénation dans son acception économique est essentielle pour élaborer une théorie socialiste capable de favoriser la révolution sociale. Et K. Marx (1976, p.4) dans la onzième thèse sur Feuerbach annonce que « les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, ce qui importe, c'est de le transformer ».Ainsi, notre philosophe éprouve l'ambition de transformer le monde afin de mettre fin à toutes sortes de domination.

# CHAPITRE I : LES CLASSES SOCIALE DANS L'HISTOIRE

## 1.1.1. Différentes périodes de l'histoire

La philosophie de Karl Marx et de Friedrich Engels est une philosophie de l'histoire. C'est dans ce sensqu'ils diront que« Toute histoire doit partir de ces bases naturelles et leur modification par l'action des hommes au cours de l'histoire». (1968, p.24.).En d'autres termes, Marx et Engels pensent que l'histoire humaine obéit à des forces qui sont le moteur de l'histoire. Pour eux, cette force est la lutte des classes.Ils relatent l'histoire de l'humanité à l'aune de la lutte des classes.

En effet dans l'Antiquité, le modèle de production était celui de l'esclavage (opposition entre maître et esclave). Au Moyen-âge, le servage (relation serf/seigneur) était le modèle dominant et à l'ère industrielle ou capitaliste, le servage a été remplacé par le salariat, modalité patron/employé ; bourgeois /prolétaire. Dans tous les cas, les sociétés sont structurées par un rapport dominant-dominé (classe possédante/classe prolétaire).

Or, le projet philosophique de Marx est de libérer les classes dominées, de les affranchir de la sujétion. Pour cela, Marxaffirme que la société, juste, du futur, doit être sans classe. Cette construction d'une société libre doit passer par des étapes, dont la dictature du prolétariat est une étape majeure.

Les étapes de ce processus sont en autrela prise de conscience de l'appartenance de classe et du rôle historique du prolétariat, la révolution et la dictature du prolétariat afin de contrecarrer les tentatives de contre-révolution ; (cette dictature doit en effet prendre la forme d'une démocratie révolutionnaire), le socialisme qui est la mise en commun de toutes les propriétés et le communisme qui est la société sans classes.

Pour résumer sa pensée, voici la définition de K. Marx (1972, p. 26), dans la *Critique du programme de Gotha*sur la notion de dictature du prolétariat :

> « Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. À quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat »

### *A- l'antiquité*

L'Antiquité est une époque de l'histoire. C'est par le développement ou l'adoption de l'écriture que l'antiquité succède à la préhistoire : certaines civilisations de ces périodes charnières n'avaient pas d'écriture, mais sont mentionnées dans les écrits d'autres civilisations ; on les place dans la protohistoire. Le passage de la préhistoire à l'antiquité s'est donc produit à différentes périodes pour les différents peuples.

En effet, comme tous les modes de production précapitalistes, le mode de production esclavagiste repose sur le travail de la terre.Les principales classes en présence dans l'antiquité étaient : les esclaves, travaillant pour les maîtres ou esclavagistes ; l'oligarchie qui ne travaille pas et vit du travail servile et les paysans libres, mais contraints de travailler la terre.

Il existait également en marge un salariat, qui n'a jamais dépassé 5% de la population. Dans l'idéologie dominante de l'époque, il s'agissait d'un travail très dévalorisé, quasiment assimilé à celui des esclaves.

Il y avait aussi quelques marchands, mais pas véritablement de classe de marchands, car la plupart des marchands, dès qu'ils parvenaient à s'enrichir, préféraient investir dans la terre.

## *B- le féodalisme*

Le féodalisme (du latin *feudum*, fief) est souvent assimilé à la féodalité.Toutefois, si les deux termes ont été créés par les historiens, et employés un temps pour marquer le mépris d'une période antérieure, le terme « féodalisme » est plus récent. Il apparaît au XIX$^{e}$ siècle et désigne chez les historiens marxistes le mode de production qui succède à l'esclavagisme de l'Antiquité et précède l'économie capitaliste.

Ce mode de production est pour les marxistes caractérisé par la prééminence de la campagne sur les villes, avec une classe de propriétaires terriens (nobles féodaux) exploitant une masse de paysans serfs, en théorie libres mais néanmoins attachés juridiquement à la terre qu'ils cultivent (et donc à leur seigneur propriétaire).

À la différence des sociétés de type dit asiatique , les différents seigneurs féodaux sont propriétaires héréditaires de leur terre, cette propriété leur conférant leur statut de membre de la classe dirigeante et leur autorité ; alors que dans les sociétés de type asiatique , le dirigeant local est généralement un fonctionnaire qui a obtenu sa fonction (non héréditaire) par désignation du pouvoir central il n'est pas propriétaire et c'est son statut au sein de la hiérarchie (déterminé par sa performance en cours de carrière et par sa relation personnelle avec le pouvoir) qui détermine l'importance du territoire dont il aura la charge, et non l'inverse.

En effet, chaque féodal est seul maître sur son propre territoire et est libre de prélever divers droits de douane, etc. sur les marchands qui traversent son domaine. Les serfs sont attachés à la terre de leur seigneur et n'ont pas le droit de la quitter sans son autorisation. Bien que formellement considérés comme libres, leur situation dans les faits n'est que peu différente de celle de l'esclave. La différence principale est que le serf se voit attribué un lopin de terre par son seigneur qu'il est libre de cultiver comme il l'entend et dont il est libre de jouir

du fruit après s'être acquitté de diverses taxes envers les autorités seigneuriales et religieuses (dime). Le serf doit également souvent prester divers travaux sur la propriété du seigneur (corvée) en échange de son bail. De plus, la plupart des infrastructures locales appartiennent au seigneur et les serfs sont tenus de les utiliser en échange de nouvelles taxes (ces infrastructures sont dites banales : four banal, moulin banal, pressoir banal, etc.).

Dans les villes, le système féodal de liens de vassal à suzerain a son parallèle avec le lien personnel entre apprentis, compagnons et maîtres des diverses corporations d'artisans et de commerçants. Le système d'attribution de la terre aux serfs a également son parallèle avec la réglementation de l'accès à la profession mise en place par les corporations, qui interdisent la pratique de leur métier à toute personne non membre de la corporation (ce qui nécessite d'avoir servi un certain temps au service d'un maître en tant qu'apprenti avant de reprendre son atelier au moment de sa retraite ou de son décès). Cette dernière mesure est orientée en particulier contre les serfs ayant fui leur seigneur et cherchant à s'installer en ville.

Ainsi, à l'époque féodale, le prolétariat est essentiellement constitué de journaliers engagés uniquement pour des travaux d'appoint occasionnels et ne jouant pas un rôle décisif dans la production, comme c'est le cas du prolétariat moderne. Afin de faire respecter leur loi, les corporations organisent leurs propres milices et corps armés, formant une sorte de mini-État urbain au sein de l'État féodal ajoutant au morcellement du territoire et à la complexité générale du système. Le système féodal est donc également marqué par une rivalité et un jeu de pouvoir constants entre la classe féodale rurale et les bourgeois des villes.

### *C- le capitalisme*

Le capitalisme, comme système économique s'est développé progressivement à partir du XVI$^{e}$ siècle en Europe, bien que des organisations semblables au capitalisme aient existé dans le monde antique, et les aspects du capitalisme marchand ont prospéré au cours de la fin du Moyen Âge. Le capitalisme est devenu dominant dans le monde occidental après la chute du féodalisme. Le capitalisme s'est progressivement étendu dans toute l'Europe au cours du XIX$^{e}$ et du XX$^{e}$ siècle, il a fourni le moyen principal de l'industrialisation dans la majeure partie du monde. Ce modèle économique a affronté durant une grande partie du XX$^{e}$ siècle celui des régimes communistes, basés sur la collectivisation des moyens de production.

La chute du Bloc de l'Est et de cette alternative d'inspiration marxiste a ensuite permis au capitalisme de s'étendre au-delà de l'Occident, pour devenir le modèle économique dominant de la planète, sous l'impulsion de la mondialisation. Le sociologue Claude Didry et les historiens Olivier Dard, Florent Le Bot et Cédric Perrin insistent sur les quatre dimensions de la dynamique historique du capitalisme : le profit, la justification, le contrôle et la perpétuation. Le développement durable, par exemple, est l'occasion de nouveaux marchés et de nouveaux profits. L'enrichissement, de toute antiquité, se pare des vertus de la justification associée à l'évergétisme, la philanthropie, ou, plus récemment, à la responsabilité sociale de l'entreprise. Cette justification n'est elle-même qu'une des modalités de prise de contrôle sur les marchés, les hommes et les sociétés, participant à une mise en cause du collectif au profit de l'individu, du travailleur au profit du consommateur et de l'entrepreneur.

Son essora dans un premier temps accentué la misère pour la majorité des exploités, alors qu'il engendrait une évolution des forces productives et du surproduit social. Puis, dans ses périodes de forte croissance, il a permis une augmentation générale du niveau de vie, tout en maintenant voire augmentant

les inégalités sociales. Le capitalisme est fondé sur l'entreprise privée, la liberté des échanges, le pouvoir des actionnaires, la recherche de profit considéré comme une contrepartie au risque encouru et« l'accumulation du capital » (F. Chatelet, 1975, p. 63).

Dans la pratique chacune de ces caractéristiques peut être plus ou moins accentuée, donnant à la notion de capitalisme une grande diversité de formes.

Le capitalisme moderne, qui se caractérise par un partage du capital de l'entreprise entre plusieurs, voire une multitude de propriétaires, les actionnaires, recherche davantage de sécurité et une certaine puissance visant à influencer les décisions politiques. Le profit réalisé par l'entreprise a tendance à se répartir davantage entre l'État et l'entreprise elle-même (autofinancement qui accroît néanmoins sa valeur) au détriment de la distribution de plus-value immédiate (les dividendes) aux actionnaires.

Pour le marxisme, le capitalisme est un système politique, économique et social dont le principe fondamental est la recherche systématique de plus-value, de production et de distribution.C'est ainsi J. M. Harribey (2013, p.543), pouvait écrire que

> « La plus-value correspond à la part de surtravail effectuée par le travail vivant, soit la quantité de travail supplémentaire effectuée par le travail vivant et ne recevant pas son équivalent en termes de salaire. Cette plus-value produite par le travail vivant est ensuite traduite en prix à travers sa réalisation dans l'échange marchand et correspond alors au concept de profit. Là où la plus-value doit être pensée en tant que valeur abstraite, le profit constitue son expression phénoménale à travers le mécanisme des prix. Mais ces deux concepts ne doivent pas pour autant être confondus puisqu'il peut arriver que, dépendamment du jeu de l'offre et de la demande sur le marché, les profits exprimés en prix ne correspondent pas nécessairement à la plus-value produite par le travail ».

Leur but est de transformer la plus grande partie possible de cette plus-value en capital supplémentaire qui engendrera à son tour davantage de plus-value.

Le mot capitalisme a acquis avec la critique marxiste une connotation péjorative ainsi, ses défenseurs parlent plutôt de libre entreprise ou de libéralisme. PourHenri Pina Ruiz, lors de sa conférence "laïcité sur la pensée unique″, du (16 août, 2000) à l'Université de Sorbonne dira que« le capitalisme réclame la disparition des lois sociales, au titre de la liberté d'entreprendre et soutient la pénétration comme ''supplément d'âme'' destiné à panser les plaies».

Des auteurs plus critiques notamment d'inspiration marxiste, refusent cette vision qu'ils qualifient d'idéaliste, et présentent le capitalisme comme un régime économique et social hautement cohérent, tendu vers la recherche du profit, l'accumulation de capital ; c'est unrégime dans lequel les travailleurs ne sont pas propriétaires de leurs outils de travail, mais seulement de leur force de travail (condition du salariat). Les moyens de production sont ainsi accaparés et utilisés dans l'intérêt du capitaliste qui en est le propriétaire exclusif, qui n'agit pas dans l'intérêt de la collectivité, mais en réalité dans son seul intérêt, comme le fait une personne privée lorsqu'elle gère ses biens propres. Dans cette perspective, l'alternative est d'instaurer la socialisation des biens, des moyens de production où toutes les ressources et tous les moyens de production deviennent la propriété de la collectivité et sont gérés par un collectif ou un État représentant de cette collectivité.

### 1.1.2. L'antagonisme des classes, matrice fondamentale des sociétés historiques

La lutte des classesest, comme son nom l'indique, un conflit, ouvert ou larvé, entre les classes sociales pour défendre leurs intérêts. Elle est, pour le marxisme le fondement de l'histoire des sociétés de classe et ce qui permet de les comprendre. La lutte des classes est permanente mais prend différentes formes,

qui peuvent aller de la plus discrète (organisation syndicale) jusqu'à la plus ouverte (une émeute ouvrière...). En général, elle s'exprime d'abord sous une forme économique, syndicale (lors d'une grève pour l'augmentation des salaires...). Parfois, les travailleurs sont poussés par les conditions de leur lutte à transformer celle-ci directement en lutte politique (lorsque la lutte se fait contre un employeur public, lorsqu'un gouvernement apparaît trop directement au service du patronat...). Mais pour les communistes, il est nécessaire qu'une organisation révolutionnaire organise la classe travailleuse dans le but de lui faire prendre conscience de ses intérêts de classe pour qu'elle devienne non plus seulement une classe en soi mais une classe pour soi.

Au chapitre I du *Manifeste du parti communiste*, K. Marx et F. Engel, jettent un regard sur les différentes formations sociales qui se sont succédées dans le temps et en arrivent à la déduction suivante : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes. »(K. Marx et F. Engels, 1962, pp. 19-20).

Mais, qu'est-ce que Marx appelle classes ? Comment se sont-elles formées concrètement selon lui? Les exploiteurs affirment que l'inégalité des classes a existé et existera toujours, que Dieu a créé les riches et les pauvres pour l'éternité.

Certes, pour Marx aussi la division de la société en pauvres et riches, exploiteurs et exploités, c'est la division de la société en classes. C'est d'ailleurs pour cela, chez lui, si une partie de la société possède la terre, nous avons là deux classes antagonistes : les propriétaires fonciers et les paysans. De même, si un groupe d'hommes possèdent des usines et les fabriques, tandis qu'un autre groupe y travaille, il s'agit là des classes des capitalistes et des ouvriers. Les propriétaires d'usines s'approprient une part importante du gain des travailleurs. Dès lors, chez Marx, on appelle classes, de vastes groupes d'hommes dont un s'approprie le travail de l'autre par suite du rapport personnel aux moyens de production.

En d'autres termes, pour Marx, les classes sont d'importants groupes d'hommes qui se distinguent par leur rapport aux moyens de production, par leur rôle dans l'organisation du travail social, ainsi que par les moyens d'obtention et par l'ampleur de la part des richesses publiques.

Cependant, quant à savoir si les classes ont toujours existé et si elles existeront toujours, Marx ne semble pas être du même avis que ceux qui répondent par l'affirmatif. En effet, dans *Qu'est que le marxisme-léninisme ?* V.Bouzouev et V. Gorodnov montrent après leurs lectures de Marx, que chez l'auteur, il fut une période où les classes n'existaient pas.

Reprenant à leur compte, les idées de Marx, ils indiquent que, sous le régimede la communauté primitive, les hommes jouissaient tous de droits égaux, ils travaillaient et disposaient de la propriété en commun. Tout ce qu'ils se procuraient constituait le bien commun partagé également entre tous. Car, le niveau de l'économie était très bas et l'homme se procurait très peu de produits qui suffisaient à peine à assurer sa subsistance. En ce sens, il était donc impossible d'exploiter les autres et de vivre à leurs dépens.

De ce qui précède, on pourrait se poser la question suivante : quand et comment les classes se sont-elles formées ?

Dans son *Second Discours,* Rousseau montre que la communautéprimitive sans classes a duré des millénaires et pendant toute cette période les forces productives se sont développées lentement mais inexorablement. Ainsi, au fur et à mesure, se modifiait le mode de vie de la communauté. Et comme conséquence, celle-ci commençait à se différencier. Autrement dit, les uns s'enrichissaient, s'emparant de la terre, du bétail, des outils de production, les autres étaient obligés de travailler pour le compte des riches et devenaient des esclaves. On vit alors, selon Rousseau, apparaître la propriété privée de la terre, du sous-sol, des forêts et des eaux, des outils de travail, etc. En clair, J. J. Rousseaustigmatise celui qui, le premier, entoura d'une clôture un lopin de terre en disant : « ceci est à moi. » (1973, p.345).

Marx, évidemment, pense que les raisonnements de Rousseau sont naïfs. Car, pour lui, leur auteur impute à la volonté de l'homme l'apparition de la propriété privée et tous les maux qui s'ensuivaient pour l'humanité.

Cependant, Marx lui-même reconnaît qu'il y a une grande vérité dans les raisonnements de Rousseau. En effet, tout comme Rousseau, il est certain que les classes se sont formées dès l'apparition de la propriété privée.

Aussi, la société se divise-t-elle en classe de maîtres et en classe d'esclaves, d'oppresseurs et d'opprimés, c'est-à-dire en groupes hostiles.

Voilà pourquoi chez Marx, il existe dans toute société antagonique deux grandes classes opposées qui luttent entre elles. Aussi montre-t-il que sous l'esclavagisme, c'étaient l'esclave et les maîtres d'esclaves ; sous la féodalité, c'étaient les féodaux et les paysans ; à l'époque capitaliste, ce sont les capitalistes et les ouvriers.

Dès lors, Marx voit que depuis la division de la société en classes hostiles, toute l'histoire de l'humanité, avant la victoire du socialisme, a été l'histoire de la lutte violente entre opprimés et oppresseurs. Les classes exploitées luttent pour leur émancipation. Refusant de céder leurs richesses et leur pouvoir, les exploiteurs s'efforcent d'asservir davantage les travailleurs et de consolider leur domination. À ce propos, K. Marx et F. Engels (1875, p.19) écrivent :

> « Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés en perpétuelle opposition, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt secrète, tantôt ouverte et qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de toute société, soit par la ruine commune des classes en lutte. »

C'est dire que chez Marx et Engels, une chose est sûre : c'est que les classes sont apparues à un moment donné de l'histoire de l'humanité. Cependant, ces deux auteurs estiment que les classes n'existeront pas toujours. Car pour eux,

> « si le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue nécessairement en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, les conditions de l'antagonisme

des classes, il détruit les classes en général et par là même, sa propre domination en tant que classe. »(K. Marx ; F. Engels, 1875, p.46)

La division de la société en classes disparaîtra et plus précisément sous le régime communiste.

En ce sens, V. Bouzouev et V. Gorodnov rapportent qu'un jour, Lénine remarquait dans la salle, où il devait prendre la parole, une pancarte avec cette inscription : « Le régime des ouvriers et paysans sera infini ! » et il expliqua à ses auditeurs l'erreur de ce mot d'ordre en disant que les ouvriers n'avaient pas à se perpétuer en tant que classe mais à éliminer les distinctions de classes et à édifier une société sans classes, le communisme. Ainsi, tout comme Lénine, Marx et Engels pensent que la lutte révolutionnaire des classes exploitées balaie tout ce qui a fait son temps et affirme le nouveau, ce qui grandit.

Telles furent selon eux, les révoltes d'esclaves sous la direction de Spartacus au 1er siècle avant notre ère, la guerre des paysans en Allemagne au XVIe siècle, la Jacquerie en France aux XIVe et XVesiècles, la guerre des paysans en Russie sous la direction de Pougatchev au XVIIIe siècle ( sous la féodalité), la révolution bourgeoise française du XIXesiècle qui instaura le régime capitaliste, la grande révolution socialiste d'octobre 1917 en Russie qui inaugura l'ère du socialisme.

C'est donc une manière pour Marx et Engels d'affirmer qu'en régime d'exploitation, la lutte de classes est une loi du développement de la société, une puissante force matrice du progrès social. C'est pour cela d'ailleurs que la bourgeoisie, puissante classe dominante de la société moderne, en favorisant la création de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte, apparaît cependant comme une nécessité révolutionnaire dans les différents secteurs d'activité.

Aussi se donne-t-elle « un champ d'action nouveau »(K. Marx, 1875, p.20)en regrettant l'incapacité de l'ancien régime (régime féodal) à accroître le développement des activités humaines.

Il est important de garder à l'esprit que la théorie de la lutte des classes sert à modéliser une partie de l'histoire de l'humanité. Ce n'est pas une loi intemporelle, mais une loi qui décrit les sociétés de classes, depuis la révolution néolithique, jusqu'à la révolution socialiste pour laquelle nous nous battons. Marx définit les éléments essentiels qui constituent une classe sociale. La position de l'individu dans les rapports de production (travailleur ou exploiteur) est selon lui le principal élément qui permet la définition de la classe sociale. En même temps, il considère que pour qu'il y ait véritablement une classe, il doit y avoir une conscience de classe : la conscience d'avoir en commun une place dans la société. Marx a remarqué qu'il ne suffit pas que de nombreux hommes soient côte à côte sur un même plan économique pour qu'un esprit de classe se forme. Selon lui, les acteurs centraux de la lutte des classes sont, à l'époque capitaliste, lesbourgeois et les prolétaires. Le communisme constitue donc l'état de la société débarrassée des divisions en classes sociales, et donc une société sans lutte de classes.

Selon l'analyse marxiste, la classe dominante organise la société en protégeant du mieux possible ses privilèges. Pour cela, elle instaure l'État, l'instrument politique de sa domination : une police et une armée chargées de maintenir la sécurité et l'ordre public, l'ordre « bourgeois ». Marx parle également de l'idéologie dominante ; pour lui, « les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante »(K. Marx. F. Engels, 1875, p.43).

Dans toute société, il y a certaines idées, certaines croyances et certaines valeurs qui dominent la vie sociale et culturelle. Ces idées dominantes sont produites pour l'essentiel par la classe dominante. Dès lors, ces idées expriment majoritairement la domination de cette classe, c'est-à-dire la justifient et s'efforcent de la pérenniser. Ces idées dominantes imprègnent les esprits, et ainsi les exploités ont souvent une vision du monde allant contre leurs intérêts réels.

Karl Marx n'a pas inventé le concept de la lutte des classes. En réalité, la lutte des classes a été théorisée bien avant lui, notamment par les historiens de la restauration (1814-1830) tels que François Guizot ou Augustin Thierry. L'apport fondamental de Marx, par rapport à ces historiens, est d'avoir démontré que la lutte des classes ne s'éteignait pas dans la Révolution française, mais qu'elle se prolongeait dans l'opposition bourgeois/prolétaires à l'époque capitaliste. Ainsi la fin de la lutte des classes serait atteinte une fois les classes sociales éteintes, dans le communisme.

## CHAPITRE II : MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

### 1.2.1. Accumulation du capital

Il fut un temps où le capitalisme semblait être un système dynamique et progressiste. Pendant la plus grande partie de l'histoire humaine, la vie de la plupart des hommes et des femmes a été dominée par l'esclavage et l'exploitation. Le capitalisme industriel, lorsqu'il fit son apparition au XVIII$^{e}$ et XIX$^{e}$ siècles, ne changea rien de tout cela.

Cependant, il semblait mettre cet esclavage et cette exploitation à profit pour un but utile. Plutôt que de gaspiller des montagnes de richesses pour le luxe, il les utilisa pour construire les moyens qui permettent de produire encore plus de richesses. L'essor du capitalisme fut une période de croissance de l'industrie, des villes et des moyens de transport, à une échelle inimaginable pour les générations passées. Pour K. Marx et F. Engels « La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire tout l'ensemble des rapports sociaux »(1875, p.43).

L'humanité n'avait jamais vu autant de coton et de laine brute se transformer, aussi rapidement, en vêtements pour des millions de personnes. Cela ne venait pas de qualités particulières aux capitalistes. Ceux-ci étaient plutôt des gens obsédés uniquement par les richesses qu'ils pouvaient récupérer en payant le moins possible pour le travail effectué. Plusieurs classes dominantes antérieures leur avaient ressemblé, sous cet aspect, sans avoir à construire des industries. Mais les capitalistes étaient différents sur deux points importants.

Le premier dont nous avons parlé ne possédait pas les travailleurs, ils les payaient à l'heure pour leur capacité à travailler, leur force de travail. Ils utilisaient des esclaves salariés, pas des esclaves. Ensuite, ils ne consommaient pas eux-mêmes les biens que les travailleurs produisaient. Le seigneur féodal vivait directement de la viande, du pain, du fromage et du vin produits par les serfs. Les capitalistes vivaient de la vente à d'autres personnes des biens produits par les travailleurs. Cela donna au capitaliste individuel moins de liberté pour faire ce qu'il voulait que le possesseur d'esclaves ou le seigneur féodal. Pour vendre ses marchandises, il devait les produire au plus bas coût possible. Le capitaliste possédait l'usine et y était tout puissant. Mais il ne pouvait utiliser ce pouvoir comme il le souhaitait. Il devait s'agenouiller devant les impératifs de la compétition avec les autres usines.

Ainsi, chaque capitaliste, qui voulait survivre dans les affaires, devait s'assurer que ses travailleurs travaillent le plus vite possible. Mais ce n'est pas tout. Il devait aussi s'assurer que ses travailleurs travaillent sur les machines les plus performantes, de telle sorte que leur travail produise autant de richesses en une heure que celui des autres travailleurs dans d'autres usines. Le capitaliste qui voulait survivre devait posséder de plus en plus grandes quantités de moyens de production ou, comme disait Marx, accumuler du capital.

La compétition entre les capitalistes créa un pouvoir, le système du marché, qui les tenait tous sous son emprise. Il les poussa à accélérer les cadences tout le

temps et à investir sans arrêt dans de nouvelles machines, et ils ne pouvaient se le permettre qu'à condition de garder les salaires des ouvriers aussi bas que possible.

Le travailleur dans le système capitaliste est selon K. Marx

> « Un homme qui ne dispose d'aucun loisir, dont la vie tout entière, en dehors des simples interruptions purement physiques pour le sommeil, les repas, etc., est accaparée par son travail pour le capitaliste, est moins qu'une bête de somme. C'est une simple machine à produire la richesse pour autrui, écrasée physiquement et abrutie intellectuellement. Et pourtant, toute l'histoire moderne montre que le capital, si on n'y met pas obstacle, travaille sans égard ni pitié à abaisser toute la classe ouvrière à ce niveau d'extrême dégradation. » (1865, p.32)

Dans son œuvre principale, *Le Capital*, Marx nous dit que le capitaliste est un avare obsédé par l'acquisition incessante de richesses. Mais Ce qui chez l'avare ne représente que de petites manies, est, chez le capitaliste le résultat d'un mécanisme social dont il n'est qu'un rouage. Le développement de la production capitaliste a fait apparaître la nécessité constante d'augmenter la quantité de capital utilisé dans une industrie donnée, et la compétition oblige chaque capitaliste à se conformer aux normes immanentes de la production capitaliste sous peine de se voir écrasé. Celles-ci l'obligent à accroître constamment son capital pour pouvoir le conserver. Mais il ne peut l'accroître que par une progressive accumulation.

La production ne sert pas en effet aux besoins de l'humanité mêmes à ceux des capitalistes mais elle sert à permettre à un capitaliste de survivre en concurrence avec un autre. Les travailleurs, employés par chacun d'eux, voient leurs vies dominées par la tendance qu'ont leurs employeurs à accumuler plus rapidement que leurs rivaux. Comme *le Manifeste du parti communiste* l'explique : « Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé [...]le capital est indépendant et personnel, tandis

que l'individu qui travaille n'a ni indépendance, ni personnalité. »(K. Marx, 1875, p.38).

L'obligation pour les capitalistes d'accumuler, en concurrence les uns avec les autres, explique les grandes avancées industrielles des premières années du système. Mais quelque chose d'autre en résulte ; les crises économiques à répétition. Les crises ne sont pas nouvelles ; elles sont aussi vieilles que le système lui-même.

L'accumulation primitive du capital est définie comme le processus de création des conditionsà la naissance du capitalisme.La production du capitalisme suppose deux conditions préalables. Il s'agit de l'existence d'une catégorie sociale, formée d'hommes dépourvus de moyens de production et contraints de vendre leur force de travail, et de l'accumulation de richesses indispensables pour créer des entreprises de type capitaliste. Il faut donc que soient réunies les conditions nécessaires à la naissance de deux classes fondamentales de la société capitaliste.

L'accumulation prend une grande importance dès l'avènement de la révolution industrielle. La distinction entre travail et force de travail est au centre de l'analyse de la répartition. Ce que vend l'ouvrier est sa force de travail. Sa rémunération s'établit à un niveau qui correspond aux dépenses socialement nécessaires pour assurer son renouvellement. « Ces ouvriers, contraint de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre »(K. Marx, 1875, p.27) ; dont la valeur est déterminée par la quantité de travail social que demande la production.

Ce qui est avancé ici est en outre fondé sur la théorie aristotélicienne de la marchandise qui distingue la valeur d'usage (ce que représente l'objet pour celui qui s'en sert) de la valeur d'échange (ce que l'objet permet d'acquérir). Dans le processus d'échange il y a dès lors une inversion de la valeur d'échange et de la valeur d'usage ; ainsi, la monnaie d'échange est-elle une marchandise qui n'a pour valeur d'usage que sa valeur d'échange.

Dans son livre *Richesse des Nations* publié en 1776, Adam Smith fait l'hypothèse que le prix de l'offre est fixe, mais que la demande va augmenter ou diminuer selon que le prix diminue ou augmente. Son schéma de la loi de l'offre et de la demande rend par ailleurs compte de l'existence d'une valeur ajoutée au produit dans lequel le capitaliste tire profit mais pas le travailleur. En effet, les salaires sont issus de la valeur sociale de l'objet produit (la valeur sociale de l'objet produit est fonction des matières premières, des outils de production ainsi que de la main d'œuvre nécessaire à sa production). La valeur d'échange d'un produit, est cette valeur sociale, à laquelle on applique une plus-value souvent issue du surtravail. C'est autour du bénéfice de cette valeur ajoutée que se dessine la lutte des classes car prolétaires comme capitalistes souhaitent se l'attirer à soi ; Marx va montrer que le travailleur est dans son plein droit de réclamer le bénéfice de cette valeur ajoutée en tant qu'elle est la valeur d'usage du travail même. Ce que fait le capitaliste, c'est donc de faire du travail une marchandise qui coûte moins cher que ce qu'elle rapporte.

Or la force de travail a pour caractéristique de donner plus de travail que n'en nécessite son entretien. La plus-value est la valeur supplémentaire produite par le salarié que le capitaliste s'approprie gratuitement et légalement. L'augmentation de cette plus-value pour le capitaliste peut être obtenue par la prolongation de la journée de travail, par l'augmentation de son intensité, ou par la baisse du salaire obtenue par le chômage qui fait pression à la baisse sur les salaires. La plus-value est la forme de la spoliation du prolétaire en régime capitaliste.

Le profit quant à lui est la forme modifiée de la plus-value qui se manifeste comme un excédent. C'est la recherche du profit qui constitue le mobile principal du capitalisme. Les activités ne sont développées que si elles sont rentables et la rentabilité est fonction du taux de profit obtenu (rapport entre le profit et l'ensemble des capitaux investis).

L'accumulation du capital entraîne une baisse à long terme du taux de profit, d'où une baisse tendancielle du taux de profit. C'est un indice des limites historiques du capitalisme. Si la modernisation a pour but explicite l'accroissement de la plus-value, il y a une substitution croissante entre le « travail mort » et le « travail vivant »(K. Marx, 1993, p.236). Or il n'y a que le travail vivant qui soit créateur de valeur, le travail mort étant le capital ne s'animant que par l'intermédiaire de la force de travail. De la sur-accumulation du capital (excès d'accumulation) découlera la paupérisation de la classe ouvrière. Le capitalisme est victime de sa propre logique. Il est de moins en moins capable de gérer ses contradictions et s'achemine vers une crise inéluctable. Devenant ainsi comparable « au magicien qui ne sait plus maîtriser les puissances infernales qu'il a évoquées» (K. Marx, 1875, p.26).

Karl Marx a développé dans plusieurs ouvrages, dont le plus connu est *Le Capital*, une analyse du capitalisme ayant eu une influence considérable sur la pensée économique et politique. Pour Marx, le capitalisme se développe grâce à l'existence d'une catégorie sociale, formée d'hommes dépourvus de moyens de production et ainsi contraints de vendre leur force de travail : les prolétaires. En même temps que se développe le prolétariat, naît une autre classe sociale détentrice du capital : la bourgeoisie capitaliste.

Les prolétaires dépendent des capitalistes dans la mesure où la force de travail seule ne produit que de la valeur d'usage, pas de valeur d'échange, elle nécessite des matières premières et des moyens de production, donc l'usage de capital, détenu par les capitalistes. Le « travail vivant » (l'usage de la force de travail) est transformé en « travail mort » (le capital). (K. Marx, 1993, p.236).

Dans le système capitaliste, l'argent est utilisé pour acheter, produire et vendre dans le but de faire du profit. Une somme d'argent A (le capital) est investi pour produire une marchandise M qui est vendu à un prix A' supérieur à A. Cette différence est la plus-value. Elle peut être réinvestie pour réaliser une

nouvelle plus-value plus importante, créant une dynamique d'accumulation du capital (en apparence) sans fin (développement de l'entreprise qui lui permettra à son tour d'acheter d'autres groupes, qui lui profiteront à leur tour…).

« Il s'ensuit que plus le capitaliste a accumulé, plus il peut accumuler », nous dit K. Marx, (1969, p. 23). Ainsi, K. Marx (1969, p. 26) pour dire que :

> « La progéniture fait merveille. Qu'y a-t-il de changé quand la reproduction simple vient à être remplacée par la production sur une échelle progressive, par l'accumulation ? Dans le premier cas, le capitaliste mange la plus-value tout entière, tandis que dans le deuxième, il fait preuve de civisme en n'en mangeant qu'une partie pour faire de l'argent de l'autre ».

Marx, dépassant l'analyse politique et la démonstration historienne, déclare cela, qui anticipe sur les fureurs nietzschéennes et qui met notre réflexion au creux des contradictions actuelles :

> « Le capitaliste n'a aucune valeur historique à la vie, aucune raison d'être sociale qu'autant qu'il fonctionne comme capital personnifié. Ce n'est qu'à ce titre que la nécessité transitoire de sa propre existence est impliquée dans la nécessité transitoire du mode de production capitaliste. Le but déterminant de son activité n'est donc ni la valeur d'usage, ni la jouissance, mais bien la valeur d'échange et son accroissement continu. Agent fanatique de l'accumulation, il force les hommes, sans merci ni trêve, à produire pour produire, et les pousse ainsi instinctivement à développer les puissances productives. Le capitaliste n'est respectable qu'autant qu'il est le capital fait homme». (K. Marx, 1969, p. 32).

Ainsi, la plus-value a pour origine une différence entre la valeur du travail du prolétaire et le salaire effectivement versé au prolétaire ; elle est selon Marx « le symbole de l'exploitation du travailleur par le capitaliste » (A. Fay, 2015, p.181). Le salaire du prolétaire s'établit à un niveau qui correspond aux dépenses socialement nécessaires pour assurer le renouvellement de sa force de travail, le travail au-delà est un surtravail accaparé par le capitaliste et source de plus-value. Il s'agit pour le marxisme d'un mécanisme d'extorsion de plus-value au détriment des travailleurs.

Pour les marxistes, le système capitaliste n'est pas viable : il tend à concentrer une part toujours croissante des richesses dans un nombre toujours plus restreint d'individus, réduisant la société à deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat, vouées à se livrer à une lutte des classes. En outre, le capitalisme implique une croissance de la production sans croissance correspondante de la consommation car le but de l'économie capitaliste n'est pas de répondre à une demande, mais d'accroître les profits du capital. Cequi conduit nécessairement à des crises cycliques de surproduction.

### 1.2.2. La crise de la surproduction

Dès le début du XIX$^{e}$ siècle, depuis que la grande industrie mécanique a fait son apparition, le cours de la reproduction capitaliste élargie est coupé périodiquement de crises économiques. Ces crises capitalistes sont en réalité des crises de « *surproduction* » (K.Marx, 1962, p.26).

C'est ainsi que K.Marx (1962, p.26), dira :

> « Il suffit d'évoquer les crises commerciales qui, par leur périodicité, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise réduit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes. »

La crise se traduit tout d'abord par le fait que les marchandises restent invendues, parce qu'il en a été produit plus que n'en peuvent acheter les principaux consommateurs, les masses populaires, dont le pouvoir d'achat sous la domination des rapports de production capitalistes est extrêmement limité. Les surplus de marchandises s'amoncellent dans les entrepôts. Les capitalistes réduisent la production et congédient les ouvriers. Des centaines et des milliers d'entreprises ferment. Le chômage s'étend brusquement. Une multitude de petits

producteurs de la ville et des campagnes se ruinent. La mévente des marchandises produites désorganise le commerce. Les liens du crédit se rompent. Les capitalistes éprouvent un manque extrême d'argent liquide pour effectuer leurs paiements. Et c'est le krach en Bourse : le cours des actions, des obligations et des autres valeurs s'effondrent irrésistiblement. Une vague de faillites déferle sur les entreprises industrielles, les firmes commerciales et bancaires.

La surproduction des marchandises pendant les crises n'est pas absolue, mais relative. C'est dire que le surplus de marchandises n'existe que par rapport à la demande solvable, et non point par rapport aux besoins réels de la société. En période de crise, les masses laborieuses manquent du plus strict nécessaire, leurs besoins sont satisfaits plus mal que jamais. Des millions d'hommes souffrent de la faim, parce qu'on a produit trop de blé ; les hommes souffrent du froid parce qu'on a extrait trop de charbon. Les travailleurs sont privés de moyens de subsistance précisément parce qu'ils ont produit tous ces moyens en trop grande quantité. Telle est la contradiction criante du mode de production capitaliste, lorsque, selon le socialiste utopiste français Fourier, (1953, p.105), « la pauvreté naît en civilisation de l'abondance même ».

En somme, avec Marx et Engels, nous retenons que la bourgeoisie a tellement révolutionné les ressources et les moyens de productions désastreux qu'elle a du mal aujourd'hui à les maîtriser. Sa propre puissance est devenue incontrôlable pour elle et elle est selon K. Marx, F. Engels, (1875, p. 26) comparable « au magicien qui ne sait plus maitriser les puissances infernales qu'il a évoquées. » Et c'est ce qui peut permettre de prédire la fin de la domination bourgeoise.

# DEUXIÈME PARTIE : LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Sous la mystification démocratique avec ses valeurs abstraites de liberté, égalité, etc., se dissimule le despotisme bourgeois. C'est l'analyse scientifique de la dynamique des forces économiques et sociales, tout comme l'expérience des affrontements de classes qui a conduit Marx et Engels au principe de la dictature du prolétariat et à déterminer les mesures de transition vers la société future.

L'État de la dictature du prolétariat est lié à une phase tout à fait déterminée de l'évolution des forces productives, et c'est ce qui explique aussi bien sa nature que sa fonction qui sont toutes deux éminemment transitoires. Selon l'expression de K.Marx, (1972, p.34) :

> « Entre la société capitaliste et la société communiste, se situe la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. À cette période correspond évidemment une phase de transition politique, où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »

Pour bien saisir la spécificité de l'État de la dictature du prolétariat, il faut considérer sa genèse. Il convient de parler, dans les pays capitalistes développés dans lesquels nous vivons, de conquête du pouvoir, pourvu qu'on l'entende comme conquête d'un État nouveau qui implique au préalable la destruction de l'État bourgeois. Le processus n'est donc ni légal, ni pacifique, mais violent, armé, révolutionnaire. Le marxisme ne considère pas l'État comme une nécessité éternelle pour relier les hommes entre eux, à l'opposé de la conception bourgeoise. La conquête du pouvoir est en réalité un moyen pour amorcer une dynamique de la force et de la violence dirigées vers l'avenir en vue d'emporter les entraves et les obstacles des institutions qui s'opposent au développement ultérieur des forces productives. Il y aurait une double erreur à penser que la conquête du pouvoir puisse s'encadrer dans un événement parlementaire même accompagné de combats de rues et d'une guerre extérieure. En effet, cela conduirait au pire conservatisme, puisque la conquête du pouvoir ne serait pas révolutionnaire, c'est-à-dire apte à balayer par la violence les rapports bourgeois

et à initier une dynamique violente de changements économiques ; cela reviendrait à admettre que l'État passe des mains d'une classe à l'autre, en étant une institution ouverte à des contenus sociaux opposés, donc qu'il est au-dessus des classes et de leurs luttes historiques ; ce qui mène à un respect craintif de la légalité et à l'apologie vulgaire de l'ordre constitué.

L'extinction de l'État est au centre de la doctrine de la dictature du prolétariat, parce qu'il fait partie des superstructures de violence qui ne sont donc pas de façon directe, mais indirecte seulement par leur effet, des facteurs économiques ; en un mot, il n'a plus de raison d'être quand la société n'a plus besoin de ce moyen qui est lié à la domination de classe. Sans la dictature du prolétariat, on ne pourrait abolir le salariat, les rapports de classe en général et le prolétariat lui-même. L'État qui organise la violence, la répression et intervient despotiquement dans les rapports de production, réduira progressivement par la force le domaine de l'économie privée, ce qui permettra d'en extirper les chaînes du salariat qui pèsent sur le travail ouvrier et celui-ci, du même coup, se développera en producteur communautaire librement associé. C'est en cela que Marx dira dans *L'idéologie allemande*(1952, p.17) que :

> « Toute classe qui aspire à la domination même si cette domination a pour condition, comme c'est le cas pour le prolétariat, l'abolition de toute l'ancienne forme de société et de la domination en général doit d'abord s'emparer du pouvoir politique afin de présenter, elle aussi, son intérêt comme l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dès le début. »

Ainsi, la prise du pouvoir politique apparait comme primat à toute révolution en générale et en particulier à la révolution prolétarienne.

# CHAPITRE I : THÉORIE ET PRAXIS DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

## 2.1.1. Marx et la dictature du prolétariat

« J'appelle révolution, la conversion de tous les cœurs et la levée de toutes les mains au nom de l'honneur de l'homme libre qu'il n'appartient à aucun maître, mais qui est par lui-même un être public qui n'appartient qu'à lui-même » (K. Marx, F. Engels, 1927, p.258).

La dictature du prolétariat concerne toute la période qui se place entre la suppression du capitalisme et l'achèvement du communisme, c'est-à-dire aussi le stade inférieur de la société communiste. Dans cette longue période de transition caractérisée par la répartition selon le travail fourni, même quand les classes exploiteuses auront disparu, tant que subsisteront le droit et l'État, ce droit portera l'empreinte de la classe qui dirigera la société ; cet État ne pourra donc être, selon Marx, que la dictature du prolétariat. À aucun moment n'apparaît dans ses écrits l'État du peuple tout entier. Cette notion de dictature du prolétariat demande à être précisée, car elle englobe, sous le même vocable, deux conceptions différentes ; d'une part, la dictature du prolétariat du type jacobin, au sens politique du terme, qui comporte, tant que subsiste le danger de contre-révolution, les restrictions des libertés et des droits pour les membres des anciennes classes dominantes et surtout pour ceux d'entre eux qui combattent activement le nouveau régime.

Lénine affirme, à ce propos, que la bourgeoisie reste longtemps encore, après la conquête du pouvoir par le prolétariat, plus forte que la nouvelle classe dominante. Mais il n'envisage nulle part la suppression des libertés publiques pour les travailleurs. Pour V. Lénine, (1967, p.83), « La dictature du prolétariat, écrit-il notamment, établira pour la première fois une démocratie pour le peuple,

pour la majorité, parallèlement à la répression nécessaire de la minorité des exploiteurs.»

D'autre part, on peut concevoir la dictature du prolétariat au sens social du terme, indépendamment des formes concrètes qu'elle revêtira, comme on dit dictature de la bourgeoisie même en parlant d'un régime démocratique. Elle couvrirait, selon Marx et Lénine, toute la période de transition du capitalisme au communisme et s'exprimerait sous la forme de l'hégémonie idéologique et politique du prolétariat au sein de la société, sans qu'elle implique le moindre privilège d'ordre économique ou social.

En effet, c'est la violence politique qui est la première mesure de transition au communisme : le prolétariat doit d'abord détruire l'État existant, puis organiser aussitôt le sien. Cette mesure ne peut encore dépasser le cadre national, à moins d'une victoire qui s'étende au-delà des frontières d'un pays ou qui soit simultanée dans plusieurs. Cette hypothèse est peu vraisemblable, car la domination bourgeoise cède d'abord au maillon le plus faible. Cependant, le défaitisme et les empiètements impérialistes dans des guerres qui portent une bourgeoisie sur les terres de l'autre sont aptes à propager rapidement la révolution à l'extérieur. Cependant, même si l'État de la dictature reste confiné géographiquement dans les limites nationales, toute son action, ayant un contenu social, a une portée internationale contre la bourgeoisie en général. Ses mesures sont universelles, parce qu'elles visent l'émancipation de l'homme, du salarié, qui existe partout de la même manière. Comme K. Marx et F. Engels, (1962, p. 42), l'expliquent le *Manifeste du parti communiste*, c'est sur la base de départ nationale que le prolétariat développe son action subversive :

> « Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut donc leur ôter ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit d'abord conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par-là national, mais ce n'est pas au sens bourgeois du mot ».Et pour montrer que son action gouvernementale est sociale, K. Marx (1962, p. 42), poursuit en disant

que « Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation ».

Au reste, la Commune le proclama elle-même : « Le drapeau de la Commune est celui de la République universelle.» (Journal officiel du parti ouvrier de 1871). C'est aussi pourquoi les ouvriers substituèrent la République sociale, le drapeau rouge, à la République française tricolore. D'emblée, le contenu international déborde de toutes parts la forme nationale déterminée par les limites de la première victoire.

L'aspiration première, unique et constante, du Parti ouvrier est, comme Marx n'a cessé de le répéter dans les statuts de l'Internationale ; la conquête du pouvoir, l'érection de la dictature du prolétariat. Car cet acte est la conclusion et la synthèse de tous les efforts des prolétaires, en même temps qu'il fournit la clé de toutes leurs solutions non pas au sens que l'État édifie le socialisme, mais qu'il garantit au prolétariat et au travail l'hégémonie dans la société par un acte de force contre les superstructures avec lesquelles la bourgeoisie régnait auparavant.

Bref, l'État donne libre cours au développement du socialisme, en formant un rempart contre ses ennemis. Toute la critique théorique de l'économie mercantile et monétaire, de la recherche du profit, de la production pour la production, du parasitisme des rentiers qui possèdent la terre, etc., y trouve sa sanction pratique, la critique par les armes en éliminant du pouvoir les classes dominantes qui représentent tous ces rapports aliénés.

Ce premier acte politique rompt avec l'économie politique capitaliste et lui substitue celle du travail qui instaure le règne du producteur associé sur les ruines de la division du travail et des tâches séparées et aliénées de l'administration, de la politique, de l'État, de l'idéologie et des arts. La synthèse et l'épanouissement complet des individus fait pièce à la spécialisation, la parcellarisation et la mutilation des individus.

Le fait que la Commune n'ait pas été décidée, organisée à l'avance, comme en Russie où le parti bolchevik a préparé, prévu le processus et la manière de prendre le pouvoir en octobre 1917, mais qu'elle fut un résultat spontané dans la mesure où l'on peut faire, bien sûr, abstraction des traditions vivantes du prolétariat français et de la propagande de l'Internationale, etc.…montre que la révolution prolétarienne est déterminée à éclater de par les contradictions de l'actuelle société de classe. Elle confirme ainsi les lois de la révolution et du communisme inscrites dans le développement même de la société moderne, ainsi que la grande découverte de Marx sur la dictature du prolétariat. La Commune était nécessaire, déterminée ; elle pouvait et devait être théorisée en lois et principes irréfragables du prolétariat pour lui servir de guide demain et dans tous les pays par lesquels devait passer le même développement. Marx et Engels ne la décrivirent donc pas au gré des événements et à leur image directe, mais de manière scientifique, en établissant sa dynamique abstraite, théorique. Ainsi Engels expliquait-il à Bernstein que les descriptions de la Commune par Marx n'étaient pas froides et objectives, mais tendaient à établir les lois de toutes les révolutions prolétariennes du futur, dont elle représentait la matrice universelle : « Si dans la Guerre civile en France, nous avons porté au compte de la Commune des plans plus ou moins conscients alors que ces tendances étaient plus ou moins inconscientes, ce n'est pas seulement parce que les circonstances le justifiaient, mais encore parce qu'il faut procéder ainsi. Les Russes et ce n'est pas un hasard, puisque selon la prévision de Marx-Engels c'étaient eux qui devaient donner le signal de la révolution européenne après la défaite de la Commune.

De ce fait, Engels démontra que la Commune fut le tombeau du vieux socialisme spécifiquement français et le berceau du communisme international pour la France elle-même. Si la révolution communiste exige, pour réussir et pour être efficace, directe et radicale, la direction du parti, elle ne peut cependant éclater sans la convergence entre le processus naturel incompressible qui conduit

à cette explosion et la volonté et la conscience de l'avant-garde. Ces derniers facteurs sont concentrés dans le parti de classe qui est une force matérielle. Il ne fait pas la révolution, mais la dirige. Il déchiffre le parcours que doit suivre la taupe de la révolution, il sait où appliquer le levier pour abattre le monstrueux édifice des superstructures bourgeoises en dictant un cours nouveau aux forces productives. Il n'échappe pas au déterminisme, mais il prévoit son devenir et le domine. L'une des thèses inhérentes à tout le corps théorique du marxisme, c'est que l'on ne peut sortir de la préhistoire humaine, sans prendre en mains, en le sachant et en le voulant, le sort des hommes. Il n'est pas possible de faire le saut révolutionnaire, si l'on se laisse porter par la vague de la révolution, car celle-ci exige volonté et connaissance, contrôle et domination du processus. Seul le parti communiste peut surmonter tous les méandres, avancées et reculs, hauts et bas du mouvement tourmenté de la révolution pour déboucher sur la victoire. Cela n'est possible que s'il choisit les déterminations générales, historiques pour dépasser les déterminations et suggestions immédiates qui fourvoient tout parti qui se laisserait porter par le mouvement. Or, les reculs et les défaites momentanés sont inévitables dans toute bataille d'envergure.

Selon les termes du Manifeste, le Parti communiste défend toujours les intérêts généraux de toute la classe par-delà voir contre les intérêts économiques ou politiques immédiats des diverses couches, professions, organisations particulières de la classe ouvrière, car « il a sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.»(K. Marx, F. Engels, 1962, p.35). Avec sa théorie, le parti domine le mouvement, le contrôle, le prévoit et le commande ; selon l'expression de Marx, le communisme est action dans le mouvement su et compris. Le Parti défend ainsi le futur dans le présent, l'intérêt de toute la classe contre les intérêts professionnels, contingents, particuliers et locaux des diverses catégories de travailleurs. Il veut et choisit donc par-delà l'actualité bornée et limitée les solutions et la voie générales du mouvement

ouvrier, en évitant les détours et méandres des impulsions immédiates, les oscillations et les hésitations. Il accélère en un mot le mouvement révolutionnaire, en concentrant et en unifiant les forces, en simplifiant les voies et moyens d'arriver au but qu'il s'est fixé clairement à l'avance à partir de l'expérience des luttes du passé. Ici encore, le parti anticipe le communisme : il part de la conscience et de la volonté pour agir sur les conditions matérielles en renversant la praxis aveugle qui tâtonne.

Chez Marx, les prolétaires ne sont pas que les pauvres. Les prolétaires sont le résultat de la dynamique du système capitaliste, et d'un mouvement historique irréversible.

La prolétarisation est la double conjonction de la transformation de l'homme en prolétaire et de l'augmentation de leur nombre.

Qu'est-ce qu'un prolétaire ? C'est un individu qui ne possède que sa seule force de travail, et pas les moyens de la production. Il est par conséquent obligé de vendre sa force de travail au capitaliste sous forme de salaire pour subvenir à ses besoins. Tout travailleur salarié est un prolétaire.La division du travail est en effet un mouvement constant du capitalisme. Il est dû à l'amélioration des techniques et notamment des machines, qui ont fait apparaître les ouvriers spécialisés. Il est également la conséquence d'une recherche de rentabilité accrue.

Chaque salarié du système capitaliste ne devient capable que d'assurer une infime partie de la production. Son travail n'a pas de sens en lui-même. Il n'est qu'un rouage d'un immense mécanisme. Il ne peut plus avoir de vie individuelle.

De plus, du fait de cette division continue du travail, et du développement des techniques, le chômage est appelé à se développer. C'est l'armée de réserve, et celle-ci, par sa simple présence, exerce une pression sur les salariés, qui ont peur de se retrouver au chômage. Le chômage empêche les travailleurs de se révolter. Les salaires ont donc une tendance continue à la baisse à long terme relativement aux possibilités qu'offre l'époque dans laquelle vit les travailleurs,

et la concentration du capital est aussi inéluctable. La prolétarisation est selon K. Marx (2002, p.56) donc la « corrélation entre l'accumulation de richesses et l'accumulation de misères ».

Le prolétaire possède également d'autres caractéristiques, telle que l'absence de propriété.

Comment sortir de cette misère (parfois matérielle, mais aussi surtout psychologique) ? Il faut, selon Marx, que la société se libère du capitalisme par la révolution. Cette révolution doit libérer le prolétariat, mais aussi toutes les classes sociales, notamment les classes dominantes, qui sont également aliénées (par l'argent notamment, comme on l'a vu plus haut). C'est donc une révolution pour toutes les classes visant à abolir les classes elles-mêmes (société sans classes). Cette révolution doit être globale. C'est dans ce sens que K. Marx (1962, p.61), lance un appel à tous les prolétaires du monde entier en ces mots : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

### 2.1.2. Conquête et destruction de l'État

Au contraire des classes dominantes et de leurs diverses fractions rivales, le prolétariat ne peut, après la victoire, se contenter de prendre l'appareil d'État existant en sa possession et de le faire fonctionner tel quel pour son propre compte. La première condition pour se maintenir au pouvoir, c'est qu'il change la machinerie d'État et détruise cet instrument de domination de classe. Le gigantesque appareil gouvernemental déploie partout les mailles de l'armée permanente, d'une bureaucratie hiérarchisée, d'une police complaisante, d'un clergé docile et d'une magistrature servile. Il fut forgé au temps de la monarchie absolue pour servir d'arme à la société bourgeoise naissante dans sa lutte pour se

libérer du féodalisme. Le prolétariat ne pouvait utiliser l'instrument politique de son asservissement comme moyen politique de son émancipation.

Les cycles des formes politiques ne sont que l'expression politique des changements réels que subit la société.

L'élimination de l'armée permanente et de la police gouvernementale devait briser les instruments matériels de l'oppression. En dissolvant tout ce qui établissait matériellement les églises en tant que corps possédants, en interdisant l'instruction religieuse dans toutes les écoles publiques, tandis que l'on instituait l'enseignement gratuit ; en renvoyant les curés à une paisible vie privée alimentée par les aumônes des fidèles ; en libérant tous les établissements scolaires du contrôle et de la tyrannie du gouvernement, on brisait la force spirituelle de l'oppression. Du même coup, la science ne devenait pas seulement accessible à tous, mais elle était encore libérée des chaînes que lui posaient brutalement le gouvernement et des préjugés de classe.

Les fonctionnaires de la justice devaient être dépouillés de toute feinte apparence d'indépendance qui n'avait servi qu'à dissimuler leur servilité abjecte à tous les gouvernements successifs auxquels, à tour de rôle, ils avaient prêté serment de fidélité pour leur être infidèles ensuite. À l'instar des autres fonctionnaires publics, les magistrats et les juges doivent être élus, responsables et révocables.

En somme, l'instrument d'oppression du gouvernement et la force dominant de la société devaient être brisés par l'élimination de leurs organes purement répressifs. Dès lors qu'il s'agit de fonctions légitimes, elles devaient être exercées, non pas par un organisme situé au-dessus de la société, mais par des agents responsables de cette société même.

Le projet de programme de Gotha selon F. Engels (1875, p. 318), veut substituer le libre État populaire à l'État libre. Du point de vue grammatical, un État libre est celui qui est libre vis-à-vis de ses citoyens, autrement dit un État à gouvernement despotique.

En effet, « Le premier acte dans lequel l'État apparaît réellement comme représentant de toute la société, la prise de possession des moyens de production au nom de la société est, écrit Engels, (1876, p.94) en même temps son dernier acte propre en tant qu'État ».

L'État n'étant qu'une institution transitoire, dont on se sert dans la lutte durant la révolution pour réprimer de force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler de "libre État populaire". En effet, si le prolétariat abesoin de l'État, ce n'est pas pour instaurer la liberté, mais pour réprimer ses adversaires, et sitôt qu'il pourra être question de liberté, l'État aura cessé d'exister en tant que tel.

## CHAPITRE II : TENTATIVE DE CONQUÊTE DU POUVOIR À L'AUBE DU CAPITALISME

### 2.2.1. Mesures politiques de préparation à la lutte de classe contre la bourgeoisie

Nous avons vu que la bourgeoisie et le prolétariat sont les enfants d'une époquenouvelle, que tous deux tendent dans leur action sociale à éliminer le fatras hérité de l'ancien régime.Pour ce qui concerne la stratégie du prolétariat en vue de préparer l'assaut du pouvoir dans un pays arriéré tel que l'Allemagne des années 1848-50 (problème de l'alliance avec les classes petites bourgeoises, organisation autonome du parti, formations militaires et programme politique et social, etc.) cf. infra :l'Adresse du Conseil central de la Ligue des communistes de mars 1850 sur la révolution permanente.

F. Engels précisait, dans le même article de (1865, p.490) que « le Parti ouvrier n'interviendra pas en simple appendice de la bourgeoisie, mais en tant que parti indépendant, absolument distinct d'elle » même si l'on était encore à la veille de

la révolution bourgeoise qui devait réaliser l'unité allemande. Ils ont, il est vrai, menés entre eux une lutte très sérieuse, mais cette lutte ne peut être livrée à fond qu'à partir du moment où ils se trouvent seuls en face l'un de l'autre. La bourgeoisie ne peut conquérir le pouvoir politique, le traduire en constitution et lois, sans mettre en même temps des armes entre les mains du prolétariat.

Quelles sont les réformes à introduire ? Ce sont celles que lescommunistes proposent en vue de préparerl'abolition de la propriété privée.

Les mesures pour limiter la concurrence, l'accumulation de vastes capitaux entre les mains d'individus privés, limitation ou abolition du droit d'héritage, organisation du travail par l'État, etc. Toutes ces mesures ne sont pas seulement possibles en tant que mesures révolutionnaires, mais encore nécessaires. Elles seront possibles parce que tout le prolétariat insurgé se tiendra derrière elles et les soutiendra par la force des armes. Elles sont réalisables, en dépit de toutes les objections et inconvénients que leur adressent les économistes et précisément en raison des maux et inconvénients qui forceront le prolétariat à procéder toujours plus à fond, jusqu'à ce que la propriété privée soit totalement abolie, s'il ne veut pas perdre de nouveau ce qu'il a déjà conquis. Elles sont possibles en tant que pas préparatoires, étapes intermédiaires de transition vers l'abolition de la propriété privée, mais en aucun cas autre chose.

En somme, chez les communistes, ces mesures ont un sens et une raison parce qu'elles ne sont pas conçues comme des mesures arbitraires, mais dérivent nécessairement comme objectifs du développement de l'industrie, de l'agriculture, des rapports de distribution et de communication, ainsi que de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat qui y est liée. Ce ne sont jamais des mesures stables mais des mesures de salut public surgissant des hauts et des bas de la lutte des classes.

### 2.2.2. Rupture politique et transition économique

C'est au niveau du parti que l'action se noue à la théorie, aux lois et au programme communistes. Un marxiste ne met pas en question les principes de la dictature du prolétariat, de la violence, du pouvoir étatique centralisé et concentré, de l'abolition de la division de classe, de la société communiste sans pouvoir d'État : au plan politique, il ne peut admettre, sur ces impératifs, de compromis qui sacrifient l'autonomie et l'unité de classe du prolétariat. En revanche, au plan économique, les petits pas, voire deux pas en avant et un pas en arrière sont admissibles, voire sont de rigueur.

Une fois accédé au pouvoir, les questions de principe et de théorie sont considérées comme réglées pour l'action de l'État de la dictature du prolétariat qui intervient despotiquement dans l'économie et la vie sociale : la mise en œuvre des mesures de transition est empirique et ne prétend pas à l'infaillibilité. Ce sont des moyens pour faire avancer les choses à partir d'un niveau précapitaliste aussi bien que capitaliste et leur contenu peut être bourgeois, par exemple, telle mesure que la bourgeoisie a omis de prendre en raison de son esprit borné et timoré.

Au plan économique, K. Marx dans son intervention au conseil central de la ligue des communistes, (17-9-1850, trad. Fr, in Parti de classe, 1973, p.12-13) estime que« la Commune n'a certes pu faire de grands pas vers le socialisme », mais son intérêt n'est pas là. Il est tout entier dans le fait qu'elle a instauré la dictature du prolétariat et toute la transition au socialisme s'y lit déjà.

La première mesure du prolétariat annonce déjà qualitativement, sinon quantitativement, ce changement radical : la conquête de l'État, c'est-à-dire des superstructures politiques, juridiques, administratives et idéologiques, le met en mesure de gérer la société et de développer l'initiative des masses. En s'appropriant les fruits intellectuels du travail tourné jusqu'ici contre elles, les

masses révolutionnent au fur et à mesure la science issue du procès de production collectif, la politique qui leur permet d'organiser communautairement et solidairement les rapports humains, l'idéologie et l'art qui fusionneront avec la vie et la production sociales. L'essentiel se trouve dans la tendance et l'orientation nettement sociales, et non plus privées, d'où une double caractéristique des mesures socialistes : la concentration et la centralisation qui permettent d'unir tous les éléments séparés et antagoniques de l'évolution antérieure, et la diffusion systématique, parmi les masses, de ces éléments réconciliés dans l'homme qui se les approprie progressivement certes, mais déjà collectivement.

Comme le note Marx, la Commune n'a jamais promis de miracles collectivistes au sein de l'économie limitée et désorganisée par la guerre. Elle entamait seulement un long processus historique qui systématisait d'abord la lutte de classes en lui fournissant un cadre où elle se déroulerait dans les conditions les plus favorables possibles pour le prolétariat disposant de l'arme du pouvoir.

En effet, au soir de la conquête de l'État, la lutte des classes n'est pas terminée, comme le suggère l'idéologie anarchiste. Elle s'exaspère au contraire, puisque comme la Commune l'a démontré cette première victoire à l'échelle nationale crée un nouvel ennemi au prolétariat victorieux la bourgeoisie internationale. Quoi qu'il en soit, contre les classes non prolétariennes de l'intérieur, le parti au gouvernement dispose de l'arme économique aussi bien que politique et militaire, et désormais la lutte des classes se poursuit dans une position renversée : le prolétariat combat en s'appuyant sur tous les moyens que lui procurent sa situation de classe dominante.

En toute occurrence, il ne s'agissait pas encore d'amorcer le processus de transition au socialisme dans la production et la distribution. Néanmoins, d'emblée, tout était changé. Nous sommes dans un autre monde. La guerre civile et non l'action voulue de la Commune a brûlé les étapes, sans doute trop vite. En effet, « l'expropriation des expropriateurs », cette belle et vieille phrase de

Marx, était surtout une formule d'agitation destinée à indiquer le but final de l'action plutôt qu'une mesure à prendre immédiatement. Dans la France de 1871, il fallait encore développer massivement les divers domaines de la connaissance, de la technique et de l'expérience avant d'amorcer la transition au socialisme qui requiert une progression consciente et massive vers une productivité du travail supérieure à celle du capitalisme, sur la base des résultats atteints par celui-ci.Les mesures de la Commune ne sont donc pas dictées directement par l'aveugle nécessité économique, mais suivent autant que possible la volonté humaine de la collectivité. Le premier pas dans cette direction est l'organisation systématique du recensement et du contrôle dans les entreprises, qu'elles soient abandonnées ou non par les capitalistes. Les cadres, les spécialistes et même les capitalistes peuvent parfaitement rester en place dans de nombreux cas, puisqu'ils savent mieux diriger le procès économique au plan technique et que les ouvriers doivent apprendre d'eux : la direction sociale se trouve entre les mains des ouvriers organisés en classe dominante dans l'État de la dictature du prolétariat. C'est déjà le renversement de la praxis : ce n'est plus l'économie qui dicte les superstructures politiques et idéologiques, ce sont celles-ci qui renversent le sens du déterminisme aveugle de l'économie en une action concertée vers les besoins humains.

En conséquence, ce fût le travail politique de recensement et de contrôle qui prit tout d'abord le pas sur l'expropriation des expropriateurs, parce qu'il s'agit encore d'apprendre des capitalistes avant de les dépasser. En somme, la mesure politique a largement priorité sur l'économique. Un premier pas décisif est cependant accompli du fait que l'État qui défendait les privilèges des classes dominantes et orientait la production dans leur intérêt est transféré, non plus à des individus, mais à la collectivité laborieuse. Ainsi, le paysan ne sera plus martyrisé par la finance, ni exproprié et prolétarisé : la collectivité le haussera progressivement, par un transfert de plus-value à son profit, au niveau de producteur de coopératives de village et de canton, puis de département et de la

nation ; à ce point, il aura dépassé la division du travail, ayant combiné les activités industrielles, intellectuelles et agricoles.

Le but est présent dans toute l'orientation nouvelle du pouvoir, et cela dès le début, alors qu'on ne pourra encore dire au paysan que ceci : si tu acceptes la domination du prolétariat, tu peux compter qu'il ne te traitera pas aussi mal que le propriétaire foncier et le grand capitaliste.

L'instauration de la dictature du prolétariat, comme tout gouvernement révolutionnaire introduit l'ordre et la rigueur dans la gestion des affaires publiques en opposition flagrante avec la corruption et l'immoralité de l'État des classes dominantes surannées. C'est le nettoyage, la remise en ordre de la vie économique et sociale.

Il ne faut pas sous-estimer l'importance de cette phase : en enlevant la plus-value aux capitalistes et aux rentiers, on peut commencer à orienter tout l'appareil de production vers la fabrication d'autres produits, plus sains et plus utiles aux masses. On peut éliminer des branches entières de l'inutile production de luxe qui, dans les sociétés de classes, est développée en priorité et même au détriment des articles de première nécessité, parce qu'elle bénéficie d'un débouché solvable, alors que le pouvoir d'achat des masses pour les articles essentiels est plus que réduit. Le travail humain peut être appliqué aux productions les plus nécessaires. Un pas décisif est fait pour substituer la valeur d'usage à la valeur d'échange. Certes, le socialisme est tout autre chose qu' « une bonne administration et une bonne gestion mais », sans elles, il serait inconcevable.

La gestion économique non plus mercantile, ni monétaire, ni salariale du stade le plus bas du socialisme sera fondée sur le calcul planifié des grandeurs physiques fondamentales pour la société, à savoir le temps de travail et la masse des articles de consommation. Cela n'est évidemment possible que si la production a déjà atteint un niveau de développement considérable. À ce propos, il est indiscutable que la Commune n'a pu appliquer en réalité les

mesuressurtout celles économiques qu'elle avait décrétées, car elle manquait non seulement de temps, mais encore de l'espace géographique, étant restée confinée à Paris, de surcroît en État de guerre et de famine. Il est clair, dans ces conditions, que la glorieuse affirmation de la rémunération égale (qui permet d'introduire une autre mesure essentielle de passage au socialisme : la mise en équilibre de la consommation sociale et du temps social de travail de tous, grâce auquel on peut abolir le mécanisme mercantile de ce rapport) n'a pu véritablement être mise en place.

Mais, en dépit du minimum de gestion administrative que la tragédie consentait à la Commune, elle dût prendre en charge des fonctionnaires et les payer. Cependant, elle prévint ses épiques bureaucrates qu'ils ne seraient pas payés plus qu'un ouvrier de fabrique. En fait, il arriva plutôt qu'elle ne paya ni les uns ni les autres.

# TROISIÈME PARTIE : COMMUNISME ET ÉMANCIPATION

La construction du communisme rend graduellement superflue dans les domaines de la vie sociale, l'intervention spécifique d'un pouvoir d'État et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée. C'est ainsi que les membres de cette société deviennent aptes à contrôler et à diriger eux-mêmes la production sociale ; et il en est de même en ce qui concerne les rapports sociaux. Cela leur est rendu aisé par la pratique habituelle et volontaire des règles qui régissent l'existence quotidienne des hommes ; et cette pratique finit par devenir naturelle en eux. Et c'est là qu'apparaît sous un jour lumineux la différence entre capitalisme, qui est la production pour la production (c'est-à-dire accroissement des richesses, de la propriété privée, sans égard pour l'homme, ce qui signifie que la grande masse de l'humanité toujours plus nombreuse se paupérise sans cesse davantage) et le communisme, qui est la production pour l'épanouissement de l'homme, ou mieux de tous les hommes, de la collectivité humaine tout entière ; la vie, l'existence et le développement en tous sens étant le but, et non l'avoir avec la multiplication d'objets de valeur toujours moindre. Cette perspective de l'épanouissement humain s'impose par suite de l'accroissement de la productivité du travail humain dans une société qui n'est plus, dès lors, aliénée, extérieure à l'homme parce qu'objectivée dans les choses, mais qui développe la vie humaine ou mieux l'espèce en croissance incessante.

En ce sens donc, on peut dire du communisme qu'il ne se donne pas seulement à voir comme un mode nouveau de production, un type nouveau d'organisation de la vie sociale ; il est également une détermination nouvelle des rapports interpersonnels, une conscience nouvelle de soi-même et des autres, une vie autre dans un environnement autre avec des mœurs autre. C'est en définitive un monde dans lequel prévaut désormais le principe de « chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », (K. Marx, 1875, p.96) le monde de l'homme nouveau, pleinement émancipé et totalement libre. Cette

situation est en un mot la transformation du monde pour parler en langage marxien.

## CHAPITRE 1 : STADES ET TRANSITION AU COMMUNISME

### 3.1.1. Du stade inférieur au stade supérieur du communisme

Entre la société capitaliste et la société communiste, « se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. » (K. Marx, 1972, p. 19).

Cette conclusion repose, chez Marx, sur l'analyse du rôle que joue le prolétariat dans la société capitaliste actuelle, sur les données relatives au développement de cette société et à l'inconciliable des intérêts opposés du prolétariat et de la bourgeoisie.

Autrefois, la question se posait ainsi : le prolétariat doit, pour obtenir son affranchissement, renverser la bourgeoisie, conquérir le pouvoir politique, établir sa dictature révolutionnaire.

Maintenant, la question se pose un peu autrement : le passage de la société capitaliste, qui évolue vers le communisme, à la société communiste est impossible sans une "période de transition politique"; et l'Etat de cette période ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat. Quels sont donc les rapports entre cette dictature et la démocratie ?

Nous avons vu que le *Manifeste communiste* rapproche simplement l'une de l'autre ces deux notions : « transformation du prolétariat en classe dominante »et « conquête de la démocratie » (K. Marx, 1962, p.44). Tout ce qui précède permet de déterminer plus exactement les modifications que subit la démocratie

lors de la transition du capitalisme au communisme. La société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète en république démocratique. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours au fond, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les classes possédantes, uniquement pour les riches. La démocratie apparait comme un moyen pour le capitalisme d'arracher à l'État toute sa puissance.C'est pourquoi V. Lénine, (1967, p. 525), note qu'« en régime capitaliste, la démocratie est rétrécie, comprimée, tronquée, mutilée par cette ambiance que crée l'esclavage salarié (…) »

En effet, par sa puissance, le capitalisme anéanti la démocratie, il l'écarte de tous ses objectifs préalables. Face à cette dépendance du dirigeant vis-à-vis des supers millionnaires, les valeurs démocratiques n'ont plus de sens, seule la volonté des bourgeois est faite.La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves ; une liberté pour les riches. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils se désintéressent de la démocratie, se désintéressent de la politique et que, dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale.

La justesse de cette affirmation est peut-être le mieux illustrée par l'Allemagne, parce que c'est dans ce pays précisément que la légalité constitutionnelle s'est maintenue avec une constance et une durée étonnantes pendant près d'un demi-siècle (1871-1914), et parce que la social-démocratie a su, durant cette période, faire beaucoup plus que dans d'autres pays pour "mettre à profit la légalité" et organiser les ouvriers en un parti politique dans une proportion plus considérable que nulle part au monde.

Quelle est donc cette proportion la plus élevée que l'on observe dans la société capitaliste des esclaves salariés politiquement conscients et actifs ? Un million de membres du parti social-démocrate sur 15 millions d'ouvriers salariés ! Trois millions de syndiqués, sur 15 millions !

Démocratie pour une infime minorité, démocratie pour les riches, tel est le démocratisme de la société capitaliste. Si l'on considère de plus près le mécanisme de la démocratie capitaliste, on verra partout, dans les "menus" (les prétendus menus) détails de la législation électorale (conditions de résidence, exclusion des femmes, etc.), dans le fonctionnement des institutions représentatives, dans les obstacles effectifs au droit de réunion (les édifices publics ne sont pas pour les miséreux), dans l'organisation purement capitaliste de la presse quotidienne, etc., on verra restriction sur restriction au démocratisme. Ces restrictions, éliminations, exclusions, obstacles pour les pauvres paraissent menus, surtout aux yeux de ceux qui n'ont jamais connu eux-mêmes le besoin et n'ont jamais approché les classes opprimées ni la vie des masses qui les composent (et c'est le cas des neuf dixièmes, sinon des quatre-vingt-dix-neuf centièmes des publicistes et hommes politiques bourgeois), mais totalisées, ces restrictions excluent, éliminent les pauvres de la politique, de la participation active à la démocratie.

Marx a parfaitement saisi ce trait essentiel de la démocratie capitaliste quand il a dit dans son analyse de l'expérience de la Commune : on autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement.

Mais la marche en avant, à partir de cette démocratie capitaliste, inévitablement étriquée, refoulant sournoisement les pauvres, et par suite foncièrement hypocrite et mensongère, ne mène pas simplement, directement et sans heurts "à une démocratie de plus en plus parfaite", comme le prétendent les professeurs libéraux et les opportunistes petit-bourgeois. Non. La marche en avant, c'est-à-

dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent briser la résistance des capitalistes exploiteurs.

Or, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. En même temps qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploiteurs, les capitalistes. Ceux-là, nous devons les mater afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié; il faut briser leur résistance par la force; et il est évident que, là où il y a répression, il y a violence, il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de démocratie.

Cela, F. Engels (1875, p. 79), l'a admirablement exprimé dans sa lettre à Bebel, où il disait:

> « Tant que le prolétariat a encore besoin de l'État, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel.»

Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploiteurs, les oppresseurs du peuple; telle est la modification que subit la démocratie lors de la transition du capitalisme au communisme.

C'est seulement dans la société communiste, lorsque la résistance des capitalistes est définitivement brisée, que les capitalistes ont disparu et qu'il n'y a plus de classes (c'est-à-dire plus de distinctions entre les membres de la société quant à leurs rapports avec les moyens sociaux de production), c'est alors seulement que « l'État cesse d'exister et qu'il devient possible de parler de liberté.» (V. Lénine, 1967, p.105) Alors seulement deviendra possible et sera appliquée une démocratie vraiment complète, sans aucune exception. Alors seulement la

démocratie commencera à s'éteindre pour cette simple raison que, délivrés de l'esclavage capitaliste, des horreurs, des sauvageries, des absurdités, des ignominies sans nombre de l'exploitation capitaliste, les hommes s'habitueront graduellement à respecter les règles élémentaires de la vie en société connues depuis des siècles, rebattues durant des millénaires dans toutes les prescriptions morales, à les respecter sans violence, sans contrainte, sans soumission, sans cet appareil spécial de coercition qui a nom : l'État.

L'expression est très heureuse, car elle exprime à la fois la gradation du processus et sa spontanéité. Seule l'habitude peut produire un tel effet et elle le traduira certainement, car nous constatons mille et mille fois autour de nous avec quelle facilité les hommes s'habituent à observer les règles nécessaires à la vie en société quand il n'y a pas d'exploitation, quand il n'y a rien qui excite l'indignation, qui suscite la protestation et la révolte, qui nécessite la répression.

Ainsi donc, en société capitaliste, nous n'avons qu'une démocratie tronquée, misérable, falsifiée, une démocratie uniquement pour les riches, pour la minorité. La dictature du prolétariat, période de transition au communisme, établira pour la première fois une démocratie pour le peuple, pour la majorité, parallèlement à la répression nécessaire d'une minorité d'exploiteurs. Seul le communisme est capable de réaliser une démocratie réellement complète; et plus elle sera complète, plus vite elle deviendra superflue et s'éteindra d'elle-même.

En d'autres termes : nous avons, en régime capitaliste, l'État au sens propre du mot, une machine spéciale d'oppression d'une classe par une autre, de la majorité par la minorité. On conçoit que pour être menée à bien, la répression systématique exercée contre une majorité d'exploités par une minorité d'exploiteurs exige une cruauté, une férocité extrême dans la répression, des mers de sang à travers lesquelles l'humanité poursuit sa route sous le régime de l'esclavage, du servage et du salariat.

Ensuite, dans la période de transition du capitalisme au communisme, la répression est encore nécessaire, mais elle est déjà exercée sur une minorité

d'exploiteurs par une majorité d'exploités. L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l'État ; est encore nécessaire, mais c'est déjà un État transitoire, ce n'est plus l'Etat proprement dit, car la répression exercée sur une minorité d'exploiteurs par la majorité des esclaves salariés d'hier est chose relativement si facile, si simple et si naturelle qu'elle coûtera beaucoup moins de sang que la répression des révoltes d'esclaves, de serfs et d'ouvriers salariés, qu'elle coûtera beaucoup moins cher à l'humanité. Elle est compatible avec l'extension de la démocratie à une si grande majorité de la population que la nécessité d'une machine spéciale de répression commence à disparaître. Les exploiteurs ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche; tandis que le peuple peut mater les exploiteurs même avec une machine très simple, presque sans "machine", sans appareil spécial, par la simple organisation des masses armées (comme, dirons-nous par anticipation, les Soviets des députés ouvriers et soldats).

Enfin, seul le communisme rend l'État absolument superflu, car il n'y a alors personne à mater, "personne" dans le sens d'aucune classe ; il n'y a plus lutte systématique contre une partie déterminée de la population. Nous ne sommes pas des utopistes et nous ne nions pas du tout que des excès individuels soient possibles et inévitables; nous ne nions pas davantage qu'il soit nécessaire de réprimer ces excès. Mais, tout d'abord, point n'est besoin pour cela d'une machine spéciale, d'un appareil spécial de répression; le peuple armé se chargera lui-même de cette besogne aussi simplement, aussi facilement qu'une foule quelconque d'hommes civilisés même dans la société actuelle sépare des gens qui se battent ou ne permet pas qu'on rudoie une femme. Ensuite, nous savons que la cause sociale profonde des excès qui constituent une violation des règles de la vie en société, c'est l'exploitation des masses, vouées au besoin, à la misère. Cette principale cause une fois écartée, les excès commenceront infailliblement à s'éteindre. Avec quelle rapidité et quelle gradation, nous

l'ignorons; mais nous savons qu'ils s'éteindront. Et, avec eux, l'État s'éteindra à son tour.

Sans se lancer dans l'utopie, Marx a défini plus en détail ce qu'on peut définir maintenant de cet avenir, à savoir : la différence entre la phase (le degré, l'étape) inférieure et la phase supérieure de la société communiste.

### 3.1.2. Transition du capitalisme au communisme

Il reste à résoudre dans ce passage la dernière contradiction dans les rapports des hommes entre eux et avec la production ; celle qui s'exprime dans la différence entre les formules du premier stade à savoir "qui ne travaille pas ne mange pas", oùle travail est le seul fondement de la société et celle du second « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins »,( K. Marx, 1875, p.156) où le lien entre activité et consommation est rompu au niveau des individus, de sorte que tombe la prédominance ou la condition préalable d'un terme par rapport à l'autre, sans pour autant que soit nié l'un ou l'autre de ces termes, à présent réconciliés et confondus. En effet, dans le communisme, le temps libre sera la plus grande, la première force productive de l'homme, puisqu'il conditionne son épanouissement. Cependant, la base en est la grande industrie capitaliste qui est une machine à réduire systématiquement le travail nécessaire de l'ouvrier, comme il ressort lumineusement du texte de Marx sur l'automation (reproduit ci-après).

En somme, « la base et la possibilité de la primauté du temps libre sur le temps de travail existe aujourd'hui déjà comme résultat dialectique et involontaire du mode de production capitaliste » (K. Marx, 1875, p. 43).

Dans l'Internationale, Marx avait en conséquence lancé le mot d'ordre d'abolition du salariat qui est une revendication actuelle dans les pays avancés.

Il signifie, en somme, abolition de la dernière classe universelle qu'est le prolétariat, ce qui est la tâche centrale du stade inférieur du communisme, une fois que la bourgeoisie, les propriétaires fonciers et leurs sous-produits ont été dissous comme classes physiques, leur fonction économique ayant cessé avant même la fin du capitalisme comme nous le verrons dans le second volume des textes de Marx-Engels sur la Société communiste.

Ce n'est pas seulement la théorie qui procède par profondes anticipations sur un futur encore lointain, mais encore l'économie et la praxis elles-mêmes sans quoi nous serions en plein songe. Il est donc possible de lire à l'avance la dynamique des modes de production successifs, et d'orienter chaque ensemble de mesures de transition, qui correspond à un niveau donné, vers le suivant et de le préparer activement. La société communiste est au centre des préoccupations et des luttes du prolétariat dès ses premiers balbutiements utopistes : l'instinct et l'intuition nés des conditions matérielles sont des guides plus sûrs que le raisonnement.

C'est ainsi que la critique du travail salarié a été faite bien avant qu'il ne soit possible de l'abolir au niveau économique. Les tout premiers socialistes et les utopistes ont déjà dénoncé avec force les horreurs du salariat que subissaient journellement les masses laborieuses. Parler de travail salarié, ce n'est pas faire de la philosophie en présentant le travail comme une activité humaine générale dans et sur la nature, mais cela signifie de lier à l'un des modes de production transitoires qui enserre le travail et le domine. En conséquence, le programme des communistes pour le passage de l'époque capitaliste à l'époque socialiste ne pourra jamais être celui d'une République dans laquelle les travailleurs sont l'idéal, le but en soi et dernier ; même si le travail devient une obligation, voire est militarisé, c'est pour en diminuer la peine et abolir les classes qui l'exploitent en vivant du surtravail, et ce ne sera jamais qu'une mesure transitoire d'une phase éminemment fluide qui n'est, à vrai dire qu'une république dans laquelle les propriétaires fonciers et les bourgeois industriels et

monétaires sont expulsés ou prolétarisés, en attendant que le travail lui-même soit révolutionné et le prolétaire aboli.

Bref, le programme initial lui-même ne doit jamais tendre à exalter, mais à diminuer la dépense de travail, même dans la toute première phase déjà où, dans un pays attardé, le prolétariat doit accroître considérablement les forces productives en se substituant à la bourgeoisie pour ce qui aurait dû être sa tâche historique. Si le prolétariat y prend le pouvoir, ce n'est pas pour freiner l'initiative prise par les masses dans la révolution permanente en renversant les accapareurs de leur surtravail et de leur temps libre, qu'ils dilapident pour leurs loisirs, leurs arts et l'administration de l'État oppresseur. Ainsi, la conquête du pouvoir par l'acte révolutionnaire, à quelque niveau économique du développement que ce soit, amorce le processus de l'abolition de l'antinomie entre travail, d'une part, et activités politiques, administratives et idéologiques, de l'autre, en réunissant au travail manuel ses fruits intellectuels auparavant séparés et antagoniques. Le communisme est présent dès les premières aspirations des masses laborieuses, et il se manifeste dans toutes leurs luttes en vue de l'émancipation.

Notons en passant que jamais la classe ouvrière ne peut admettre comme conquête que le travailleur fasse partie des institutions, même sous la dictature du prolétariat dans les pays développés, puisque le prolétaire doit être progressivement aboli.

Son exigence sociale n'est pas non plus de trouver une place dans la gestion des entreprises : ce n'est pas par hasard que Lénine aurait préféré que le capitaliste ou spécialiste payé par les ouvriers reste en place sous leur contrôle comme le proposait aussi Engels. Car le travail n'est pas un idéal, et mettre un ouvrier à la tête d'autres ouvriers n'empêche pas que celui-ci devienne directeur ou contremaître.

L'usine non plus n'est pas le but suprême auquel tendent les conquêtes du socialisme. Si Fourier appela les usines capitalistes des bagnes mitigés, Marx,

évoquant les maisons de travail anglaises pour pauvres, les qualifiait d'institutions de terreur, dont l'idéal se réalise dans la manufacture bourgeoise sous le nom de « Fabrique ». Tout le réformisme moderne qui vante la technique productive repose sur l'exaltation du produit du travail (qui fait l'affaire des capitalistes), et non sur les besoins vitaux du producteur.

Marx cite déjà l'exemple odieux du stakhanoviste vénal, cet individualiste bon à médailler qui travaille tant pour lui et sa famille, que pour l'État du capital :

> « A Londres, par exemple, chez les mécaniciens, l'artifice en usage est que le capitaliste choisit pour chef d'un certain nombre d'ouvriers un homme de force physique supérieure et prompt à la besogne. Il lui paie tous les trimestres ou à d'autres échéances un salaire supplémentaire, à condition qu'il fasse tout son possible pour entraîner ses collaborateurs, qui ne reçoivent que le salaire ordinaire, à rivaliser de zèle avec lui », (K. Marx, 1867, p. 225).

Dès ses premiers balbutiements, le programme de la classe ouvrière sans doute sous la suggestion des rapports magnifiques du communisme primitif encore très proche par des survivances locales ou dans des réminiscences et coutumes communautaires chez les masses, les utopistes ou les paysans de Münzer comme du mir russe énonce qu'il faut émanciper l'homme et non pas amender le travail. La société communiste se trouve ainsi anticipée, non pas idéalement mais concrètement par des luttes et des efforts, dans toutes les tentatives, si dispersées et inconscientes soient-elles, de l'immense classe internationale des prolétaires de toutes les branches d'activité. Leur mot d'ordre constant est donc : diminution des heures de travail ! Assez de faire trimer les masses, de les aiguillonner avec des méthodes qui dérivent de celles que l'on appliquait aux esclaves, voire aux bêtes de somme et de boucherie, auxquelles on épargne au moins de se faire bafouer encore avec une Constitution qui déclare leurs droits sacrés et inviolables, voire transmissibles à leur descendance après qu'on les a mangées.

En somme, la société communiste du stade supérieur ouvre une évolution toute nouvelle et originale, impossible même dans la phase inférieure en

l’absence de ces forces productives pléthoriques créées par la classe ouvrière : la contradiction entre temps de travail et temps libre est atroce, mais elle se résout dialectiquement à partir des bases matérielles que la préhistoire des sociétés de classe a préparées. Les mesures de transition participent de cette contradiction vivante mais sont le sûr moyen de la résoudre, à condition que le pouvoir soit solidement entre les mains du parti communiste qui œuvre plus encore dans l’intérêt des masses de demain que de celles d’aujourd’hui.

Dans la *Critique du programme de Gotha,* Marx réfute minutieusement l'idée de Lassalle selon laquelle l'ouvrier, en régime socialiste, recevra le produit non amputé ou le produit intégral de son travail. Il montre que de la totalité du produit social il faut défalquer : un fonds de réserve, un fonds destiné à accroître la production, un fonds destiné au remplacement des machines usagées, etc. Puis, des objets de consommation, il faut encore défalquer : un fonds pour les frais d'administration, les écoles, les hôpitaux, les hospices de vieillards, etc.

Au lieu de la formule obscure et générale de Lassalle ("à l'ouvrier le produit intégral de son travail"), Marx établit avec lucidité comment la société socialiste sera tenue de gérer les affaires. Marx entreprend l'analyse concrète des conditions de vie dans une société où le capitalisme n'existera pas, et il s'exprime ainsi :

Ce à quoi nous avons affaire ici à l'examen du programme du parti ouvrier, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste; une société par conséquent, qui, sous tous les rapport, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue.

C'est cette société communiste qui vient de sortir des flancs du capitalisme et porte dans tous les domaines les stigmates de la vieille société que Marx appelle la phase première ou phase inférieure de la société communiste.

Les moyens de production ne sont déjà plus la propriété privée d'individus. Ils appartiennent à la société tout entière. Chaque membre de la société, accomplissant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant la quantité de travail qu'il a fournie. Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante de produits. Par conséquent, défalcation faite de la quantité de travail versée au fonds social, chaque ouvrier reçoit de la société autant qu'il lui a donné C'est le règne de l'égalité, dirait-on.

Mais lorsque, parlant de cet ordre social que l'on appelle habituellement socialisme et que Marx nomme la première phase du communisme, Lassalle dit qu'il y a là partage équitable, droit égal de chacun au produit égal du travail, il se trompe et Marx explique pourquoi.

Le droit égal, dit Marx, nous l'avons ici, en effet, mais c'est encore le droit bourgeois qui, comme tout droit présuppose l'inégalité. Tout droit consiste dans l'application d'une règle unique à des gens différents, à des gens qui, en fait, ne sont ni identiques, ni égaux.

Aussi le droit égal équivaut-il à une violation de l'égalité, à une injustice. En effet, chacun reçoit, pour une part égale de travail social fourni par lui, une part égale du produit social avec les défalcations indiquées plus haut.

Or, les individus ne sont pas égaux : l'un est plus fort l'autre plus faible; l'un est marié, l'autre non; l'un a plus d'enfants, l'autre en a moins, etc.

À égalité de travail, conclut Marx, et, par conséquent, à égalité de participation au fond social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.

La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser; des différences subsisteront quant à la richesse, et des différences injustes, mais l'exploitation de l'homme par l'homme sera impossible, car on ne pourra s'emparer, à titre de propriété privée, des moyens

de production, fabriques, machines, terre, etc. En réfutant la formule confuse et petite-bourgeoise de Lassalle sur l'égalité et la justice en général, Marx montre le cours du développement de la société communiste, obligée de commencer par détruire uniquement cette injustice qu'est l'appropriation des moyens de production par des individus, mais incapable de détruire d'emblée l'autre injustice : la répartition des objets de consommation selon le travail (et non selon les besoins).

Les économistes vulgaires, et parmi eux les professeurs bourgeois, y compris Tougan, font constamment aux socialistes le reproche d'oublier l'inégalité des hommes et d'en rêver la suppression. Ce reproche, on le voit, prouve simplement l'ignorance extrême de ces messieurs idéologues bourgeois.

Marx tient rigoureusement compte non seulement de l'inévitable inégalité des hommes entre eux, mais aussi du fait que la transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière ( au sens habituel du mot) ne supprime pas à elle seule les défauts de la répartition et l'inégalité du droit bourgeois, qui continue de régner, puisque les produits sont répartis selon le travail.

Mais, poursuit Marx, ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le droit bourgeois est aboli non pas complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le droit bourgeois en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété commune. C'est dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, que le droit bourgeois se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société. "Qui ne travaille pas ne doit pas manger" : ce principe socialiste selon V. Lénine, (1967, p.152) est déjà réalisé; "à quantité égale de travail, quantité égale de produits": cet autre principe socialiste est déjà réalisé, lui aussi. Pourtant ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le droit bourgeois qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégale en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

C'est là un inconvénient, dit Marx; mais il est inévitable dans la première phase du communisme, car on ne peut, sans verser dans l'utopie, penser qu'après avoir renversé le capitalisme les hommes apprennent d'emblée à travailler pour la société sans normes juridiques d'aucune sorte ; au reste, l'abolition du capitalisme ne donne pas d'emblée les prémisses économiques d'un tel changement.Or, il n'y a d'autres normes que celles du droit bourgeois. C'est pourquoi subsiste, la nécessité d'un Etat chargé, tout en protégeant la propriété commune des moyens de production, de protéger l'égalité du travail et l'égalité dans la répartition des produits.

L'État s'éteint, pour autant qu'il n'y ait plus de capitalistes, plus de classes et que, par conséquent, il n'y a pas de classe à mater.

Mais l'État n'a pas encore entièrement disparu puisque l'on continue à protéger le droit bourgeois qui consacre l'inégalité de fait. Pour que l'État s'éteigne complètement, il faut l'avènement du communisme intégral.

# CHAPITRE II : LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

## 3.2.1. Le communisme, une doctrine humaniste

Dans ses *Manuscrits de 1844*, Marx définit philosophiquement ce qu'est le communisme pour l'homme. Pour lui en effet, le communisme n'est pas une société qui subordonnerait l'homme individuel, il n'est pas une communauté établi au mépris de l'individu, supérieure et extérieure à l'individu. Autrement dit, le communisme, c'est l'homme social, c'est-à-dire l'homme apte à déployer toutes les virtualités, toutes les capacités de sa nature, c'est l'homme apte à coïncider avec son être générique, apte à se réaliser dans toutes les dimensions de l'espèce. Le communisme est donc chez Marx, un humanisme qui, en principe ne sacrifie pas les individus personnels. En clair, la réalisation de l'homme concret.

Pour Marx, de l'avenir de l'homme dans la société communiste, il est certain que, toute l'histoire de l'homme se concentre pour la première fois en cet acte unique de l'instauration de l'homme qu'est la révolution prolétarienne.

La révolution communiste, comme acte essentiel de l'histoire, seul acte vraiment significatif, est pour Marx l'acte de naissance de l'homme. C'est l'acte de sa production ; de sa production par lui-même, de sa création par lui-même. L'homme est donc seul sens et réalité de son histoire ainsi comprise. Comme pour dire avec Marx qu'il ne s'agit plus d'humanisme abstrait, dans lequel l'homme serait défini par référence à quelque valeur suprême. Car chez notre penseur, il n'y a pas de valeur ou de vérités éternelles. Voilà pourquoi il considère que c'est le rapport dialectique à l'autre (soit nature, soit homme) que l'humanisme apparaît. Pour lui, l'homme n'est pas défini par rapport à quelque chose d'autre, mais il se définit lui-même et se trouve dans l'évolution du rapport dialectique qui constitue le réel.

Ce qui revient à dire que chez Marx, il n'y a pas une essence de l'homme préalablement connue qu'il s'agirait de réaliser, mais l'homme révèle son essence et la rejoint en se joignant lui-même et son être générique, entre lui-même et la nature.

Bref le rapport dialectique qui sous-tend l'humanisme de Marx est un rapport de production de l'homme ou de transformation de la nature en nature humaine : un rapport de création de soi. Où l'on voit qu'en ce sens, l'homme est producteur et créateur de lui-même, et l'homme n'est homme que parce qu'il se produit comme homme. Car, en se produisant, il rend son essence phénomène, il se fait homme devenu, c'est-à-dire un homme nouveau.

En somme, le communisme se conçoit comme la généralisation de la propriété privée : pour supprimer la propriété privée de quelques-uns, on l'étend à tous.Mieux, il implique l'abolition réelle de la propriété privée et permet ainsi à l'homme de retrouver sa richesse humaine. De la sorte, il met fin à l'antagonisme des hommes entre eux, ainsi qu'à l'antagonisme de l'homme et du monde dans lequel il vit. Avec ces transformations, il est indéniable que la division de la société en classe disparaîtra.

Bien plus, l'État lui-même doit dépérir et « le gouvernement des personnes faire place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production » (F. Engels, 1869, p. 37).

C'est dire que dans la société communiste, le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. Aussi sommes-nous amenés à montrer en quel sens l'homme, défini comme prolétaire, c'est-à-dire celui-là même qui s'offre désormais un visage humain, le tout nouveau, doit-il saisir sa nouvelle société par rapport à l'État ?

### 3.2.2. La société communiste et l'État

Le communisme tel que décrit nous fait remarquer que la nouvelle relation que l'homme acquiert à l'égard de la société, amène la suppression de toute division à l'intérieur de ce qui constituait jusque-là la société.

D'abord, plus de classes sociales: la société est sans classe. Ensuite, l'attitude nouvelle, issue de la suppression de l'aliénation, entraîne des transformations de la vie politique, suppression de l'aliénation politique. Marx écrit : Les prolétaires, après avoir décrit la communauté nouvelle, acquièrent une nouvelle relation à l'Etat, qu'ils doivent faire disparaître.

Cette affirmation sur la disparition de l'État est très primitive chez Marx. On la trouve dans l'*idéologie allemande*. Dans le *Manifeste du parti communiste* ensuite, la suppression de l'aliénation économique et sociale.

C'est le lieu ici de rappeler que Marx, provisoirement dans l'acte de son accomplissement, la révolution doit instituer la dictature du prolétariat ; par conséquent, l'État est alors maintenu. Mais à en croire K. Marx, (1983, p.63) :

> « Une fois que le cours du développement, les différences de classe ont disparu et que toute la production est concentrée aux mains des individus associés, le pouvoir est, au sens propre, le pouvoir organisé d'une classe en vue de l'oppression d'une autre. Si le prolétaire, dans sa lutte contre la bourgeoisie, en arrive forcément à s'unir en classe, s'il s'érige, par une révolution, en classe dirigeante, supprime par la violence les conditions anciennes de production, il supprime, en même temps que ces conditions de production, les conditions d'existence de l'antagonisme de classe en général, et par là sa propre suprématie de classe ».

Il supprime en un mot la dernière forme de l'État politique qu'il s'est donné lui-même dans la révolution.

En effet, pour K, Marx (1983, p.62), « l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonisme de classe, est remplacée par une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de

tous.»Une manière de souligner avec Marx que pendant l'étape de la révolution, l'État doit être provisoirement maintenu, sous la forme de la dictature du prolétariat, mais dans l'étape postérieure du communisme pleinement réalisé, l'État politique doit disparaître ; car « il [l'État] n'est rien de plus que la formed'organisation que les bourgeois se donnent à l'extérieur et à l'intérieur pour la garantieréciproque de leur propriété et de leurs intérêts». (K. Marx, 2006, p.246). Si l'Etat n'est qu'un outil que s'estdonné la classe bourgeoise pour faire valoir ses intérêts, cela signifie donc que l'État n'a enaucun moment une valeur universelle.

La séparation de l'État de la société civile est donc quelque chose de positif, car l'atteinte de l'universel de l'État ne pourrait se faire s'ilne se séparait pas des tares inhérentes à la société civile. En ce sens, l'État politique permet à l'être humain d'atteindre de manière abstraite l'universalité :

> « C'est par l'intermédiaire de l'Etat, donc politiquement, que l'homme se libère d'une entrave : il dépasse sa limite, en contradiction avec lui-même, d'une manière abstraite et limitée, donc partielle. II s'ensuit, en outre, qu'en s'affranchissant politiquement, l'homme procède, par un détour, un intermédiaire, cet intermédiaire fut-il indispensable » (K. Marx, 1982, p.56).

Par la médiation de l'État, l'homme peut résoudre abstraitement les contradictions, ou lesoppositions, qui subsistent dans la société civile. Mais évidemment, puisque cetteémancipation ne concerne que l'État séparé de la réalité des individus, l'émancipationn'atteint pas l'individu dans sa vie réelle.

Dans l'esprit de Marx, la disparition de l'État ne doit pas être comprise au pied de la lettre, on doit plutôt la comprendre comme la disparition de certains traits de l'État actuel c'est-à-dire l'État bourgeois. Et en pensant ainsi, l'auteur vise l'État politique. Car chez lui, politique désigne ce que le pouvoir public et la société étatique ont d'abstrait et de particulier dans le cas de l'État bourgeois, où le citoyen et homme privé sont séparés et où, de plus, une seule classe est en fait représentée par un organe de représentation soi-disant universelle.

En effet selon (K. Marx, 1982, p.46) « Le pouvoir politique à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression une autre ».
Il est clair que dans la société communiste, l'État doit perdre cette particularité ; cessé d'exister au profit d'une seule classe. En même temps, d'abstrait qu'il était, il doit devenir concret, c'est-à-dire que ses institutions auront désormais comme les rapports de l'homme réel et non plus des idéaux formels.

Cependant chez Marx, cette disparition du caractère politique de l'État équivaut quant au fond, à la suppression radicale de l'État, tel qu'il a existé de tout temps, caractérisé par une distinction entre la vie publique et la vie privée, entre la sphère des activités du citoyen et celle de la société civile. De même que la démocratie, selon Marx, ne peut être réalisée qu'au-delà de la forme politique apparemment la plus démocratique, à savoir la république, c'est-à-dire par la suppression des institutions démocratique antérieures ; de même l'État ne peut ici être réalisé que par la suppression de l'État politique donc par la suppression de tout ce qui caractérisait jusque-là un État.

En d'autres termes, l'État, pour Marx, si l'on doit dire qu'il subsiste en quelque sens dans le monde communiste futur, y est pleinement identifié à la vie sociale des hommes communistes travailleurs.

Nous avons vu qu'il s'est tissé des relations universelles entre les hommes en général et entre les prolétaires en particulier en raison des phénomènes économiques qui, à l'époque capitaliste, débordent du simple cadre national. Ainsi, le communisme en tant que structure consciente et active du prolétariat, se pose du coup comme le mouvement réel de l'histoire des hommes. Bien plus, il se détermine comme une doctrine humaniste en ce sens que son idéal est de faire de l'homme un être pleinement épanoui, c'est-à-dire un être hors de toute condition d'aliénation, d'assujettissement. Sous, cet aspect, le communisme se dévoile comme une société où le prolétariat acquiert une relation nouvelle à l'État, voyant ainsi l'extinction de l'État tel que connu avant le règne du prolétaire dictateur. Dès lors, la société communiste consacre les conditions

réelles du surgissement de l'homme nouveau étant entendu que dans la société communiste, « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » (K. Marx, F. Engels, 1875, p.46).

# CONCLUSION GÉNÉRALE

La bourgeoisie et le prolétariat sont le tableau de notre monde d'aujourd'hui est, celui qu'offrent ces deux grands types de sociétés dont le premier est la classe riche et dominante de la société et le second, la classe des pauvres, des dominés et des opprimés mais surtout de la masse.

Pour l'histoire, nous rappelons que la bourgeoisie s'est bâtie sur la ruine de l'ancien régime : la féodalité, avec pour ambition de révolutionner les différents secteurs d'activités d'où son combat pour l'extension de son champ d'action. Mais ce souci d'offrir une existence viable et agréable à l'homme, de rendre les hommes plus civilisés et plus polis, n'est en réalité qu'un moyen détourné pour la bourgeoisie de valoriser son pouvoir de domination au détriment de la classe prolétarienne en mettant celle-ci à son actif.

Aussi à mesure que la classe bourgeoise grossit-elle, le cercle des prolétaires s'élargit. En d'autres termes, la prolifération du capitalisme, c'est-à-dire des moyens de production, nécessite un nombre croissant de forces de production ou ce qui revient au même à une classe laborieuse importante qui ne vit et ne survit qu'en produisant du capital. De là vient que l'existence de cette classe (prolétariat) se découle sur fond de misère et de désolation.

Pour Marx et Engels, l'atteinte à la liberté de l'homme est liée à l'accroissement du capital et l'existence de la propriété privée. En tant que revendicateurs de la liberté de l'homme, Marx et Engels réclament la suppression de la propriété privée sans laquelle la démocratie demeure utopique et si le communisme ne passe pas à la praxis, il le sera aussi. J.J. Rousseau (2010, p.226), trouve à ce propos que « rien n'est plus dangereux que l'influence des intérêts privés dans les affaires publiques, et l'abus des lois par le gouvernement est un mal moindre que la corruption du législateur, suite infaillible des vues particulières». Pourtant, la démocratie favorise le libéralisme qui autorise le libre commerce et

le libre entreprenariat. Du coup, nous sombrons dans une multiplication des intérêts privés.

Dès lors, la revendication d'une société communiste, qui marque la rupture d'avec l'ordre ancien, est plus que pressante. Autrement dit, l'homme projette de prendre la mesure de casser les menottes qui le lient et qui font de lui un prisonnier de la servitude, de l'esclavage.

Aussi, l'adoption de mesure révolutionnaire s'affirme-t-elle comme une nécessité absolue qui milite en faveur de la liberté humaine, en prenant en compte les aspects économiques et politiques de la société. La société communiste entantque la forme achevée de la révolution prolétarienne prône la libération totale de l'homme et le voit comme porteur de son propre avenir.

En somme pour Marx, dans la société communiste, l'homme renaît, il devient un nouvel homme, car il a compris qu'il est lui-même le seul responsable et la seule mesure de son destin d'où son engagement pour sa liberté perdue. Pour lui, pour que l'homme soit libre, pour qu'il retrouve un nouveau visage, entre autres celui de homme ; il doit à travers l'idéal d'une société communiste mener une lutte révolutionnaire radicale, qui l'amènera à balayer les valeurs archaïques et non valables pour adopter de nouvelles valeurs, propres à créer une société nouvelle sans classe, c'est-à-dire la société communiste. Tel est donc le sens que nous donnons au communisme comme condition de la liberté humaine dans le projet communiste de Marx.

Cependant, il faut garder à l'esprit que même si la société sans classe voulue par Marx ne sait pas encore réalisée, les horreurs dont le monde a été témoin dans les pays de l'Europe de l'Est, en Union soviétique, en Chine, au Cuba, en Corée du Nord ne sont pas imputable à Marx mais plutôt à des personnes qui se servent du marxisme comme prétexte dans leur soif de domination. Marx apparait à nos yeux comme un humaniste, il est pour la fin de la domination de l'homme.

# BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

## 1) Ouvrages de l'auteur

Marx, K., Engels, F. *L'idéologie allemande,* trad. René Cartelle et Gilbert Badia, Paris, Éditions sociales, 1972.

Marx, K., *La contribution à la critique de l'économie politique*, trad. par Maurice Husson et Gilbert Badia, Éditions Sociales, 1972.

Marx, K. et Engels, F., *Programme de Gotha,* Trad. Corine Lyotard, éd. Paris, LGF, 1975.

Marx, K. et Engels, F., *Le manifeste du parti communiste*, Trad. par Gilbert Badia, Henri Auger, Jean Baudrillard, et Renée Cartelle, Paris, Éditions Sociales, 1976.

Marx, K. et Engels, F., *La sainte famille ou critique de la critique,* trad. Robert Mandrou, Paris, Éditions sociales, 1979.

Marx, K., *Les luttes de classes en France*, trad. Robert Mandrou, Paris, 10 /18, 1984.

Marx, K., *Manuscrits de 1844*, GF, trad. Par Gougeon, 1996.

Marx, K., *Le capital*, Paris, PUF, 2006 (2e édition).

Marx, K., *Sur la question juive,* Trad. Jean-Marie Tramblay, version numérique.

## 2) Les autres ouvrages

ALTHUSSER, L. et BALIBAR, E., *Lire « Le capital »* t. I et II, Paris, Maspero, 1971-1978.

ATTALI, J., *Karl Marx ou l'esprit du monde*, Paris, Fayard, 2007.

CALVEZ, Jean, Y., *La pensée de Karl Marx*, Paris, Seuil, 1970 (2e édition).

COLIN, D., *Comprendre Marx*, Armand Colin, 2009.

FRANÇOIS, Chatelet, *Le capital Marx, analyse critique*, Hatier, Paris, 1975.

FREDERIC Poulon, *Macroéconomie approfondie - Équilibre, déséquilibre, circuit*, 1982.

GERARD Maarek, *Introduction au Capital de Karl MARX*, Préface d'Edmond Malinvaud, coll. « Perspectives de l'économique : Critique », éd. Calmann-Lévy, Paris, 1975.

HENRYK Grossmann, *Marx, l'économie politique classique et le problème de la dynamique*, éd. Champ libre, 1975.

JEAN, J., Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Edition 10/18, Paris 1973.

KORNAI, János, *Le système socialiste. L'économie politique du communisme*, Grenoble, PUG, 1996.

PIERRE Delfaud, *Les théories économiques*,Paris, PUF, collection Que sais-je, 1997.

PAUL Mattick, *Marx et Keynes*, Gallimard, 2010.

ROSA Luxemburg, *L'Accumulation du capita*l, 1913.

VLADIMIR, Lénine, *L'Etat et la révolution*, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1967.

### 3) Articles des revues, thèses, mémoires, etc.

GUEU, Francis, *L'Etat dans la philosophie de Karl Marx*, thèse de doctorat unique, présentée à L'UNIVERSITÉ FELIX HOUPHOUËT BOIGNY.

MIA, Yao, Tidjane, *L'avènement de l'homme nouveau dans le projet communiste de Marx in Le manifeste du parti communiste de Marxet d'Engels*, mémoire présenté à L'UNIVERSITÉ FELIX HOUPHOUËT BOIGNY, 2001.

N'DIAGNE, Adama, *Du sens de la révolution prolétarienne dans le manifeste du parti communiste de Marx et Engels*, mémoire présenté à l'UNIVERSITE FELIX HOUPHOUËT BOIGNY, 1995.

YEMAN GuillaumeTello, La libération de l'homme dans l'*Idéologie Allemande* de Karl Marx et Friedrich Engels, UFBH, 2016.

## 4) Webographie ou sitographie

url:www.cairn.info/revue-rue-descartes-2006-1-page-47.htm.doi-103917/rdes.051.0047

fr.m.wikipedia.org, débat du 28 au 30 juillet 1885 entre Jules Ferry et Georges Clemenceau

# TABLE DES MATIÈRES

**SOMMAIRE……..……..…….4**

**INTRODUCTION GÉNÉRALE……..…….……...……...5**

**PREMIERE PARTIE : CAPITALISME ET DOMINATION….……....15**

CHAPITRE I : LES CLASSES SOCIALES DANS L'HISTOIRE……..……..18

1.1.1. Différentes périodes de l'histoire……..…….....….18

1.1.2. L'antagonisme des classes, matrice fondamentale des sociétés historiques……..…24

CHAPITRE II : MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE……..……..30

1.2.1. Accumulation du capital…….....30

1.2.2. La crise de la surproduction……...……37

**DEUXIEME PARTIE : LA DICTATURE DU PROLETARIAT……39**

CHAPITRE I : THEORIE ET PRAXIS DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT…...42

2.1.1. Marx et la dictature du prolétariat……..……..…….....42

2.1.2. Conquête et destruction de l'État……..……..…48

CHAPITRE II : TENTATIVE DE CONQUETE DU POUVOIR A L'AUBE DU CAPITALISME……...50

2.2.1. Mesures politiques de préparation à la lutte de classe contre la bourgeoisie…….50

2.2.2. Rupture politique et transition économique……..……..…..….....52

**TROISIEME PARTIE : COMMUNISME ET EMANCIPATION…….....57**

CHAPITRE I : STADES ET TRANSITION AU COMMUNISME…….…..…59

3.1.1. Du stade inférieur au stade supérieur du communisme…….…....59

3.1.2. Transition du capitalisme au communisme…….…..….....65

CHAPITRE II : LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE……..…….…..…73

3.2.1. Le communisme, une doctrine humaniste…….…..…...73

3.2.2. La société communiste et l'État……..……..…….….....75

**CONCLUSION GÉNÉRALE…….…….....79**

**BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE……...….....81**

**TABLE DES MATIÈRES…….…….....84**